

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13619 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine JEUDI 10 NOVEMBRE 1988

L'emportant sur M. Michael Dukakis avec 54 % des votants

Le président George Bush devra composer avec un Congrès à majorité démocrate

La dernière victoire de Ronald Reagan

Vainqueur de l'élection présidentielle américaine avec 54 % des voix, contre 46 % à M. Dukakis, son concurrent démocrate (il y a eu environ 50 % d'abstentions), M. George Bush a assuré, dans la nuit du 8 au 9 novembre, qu'il entendait « être le président de tous les Américains ». L'objectif du quarante et unième président des Etats-Unis sera, a-t-il précisé, d'assurer

« une Amérique forte et résolue dans le monde, avec un grand cœur à l'intérieur ». Un appel à l'unité et à la réconciliation, qui n'était peut-être pas fortuit: les démocrates, s'ils n'ont pas gagné la Maison Blanche, assurent leur majorité sur le Congrès, où ils ont conforté leur majorité dans les deux Chambres, avec lesquelles le nouveau président devra composer.

On comprend aisément que le président Reagan se soit déclaré « ravi » du succès de M. George Bush. D'abord, parce qu'il s'est beaucoup investi dans la campagne électorale du vice-président, lui apportant un soutien à la mesure de la loyauté aveugle dont M. Bush a fait montre à son endroit pendant huit ans. Ensuite, parce que la victoire de mardi, même si M. Bush s'est finalement révélé d'une tout autre trempe qu'on ne le pensait, est avant tout le triomphe du réaganisme: en se posant en héritier de son maître, M. Bush a empêché des dividendes qui ont fait la différence avec un Michael Dukakis obligé de jouer les prophètes de malheur.

WASHINGTON
de notre correspondant

M. George Bush a gagné, et bien gagné, mais les démocrates accentuent leur emprise sur le Congrès: le successeur de Ronald Reagan n'aura pas la tâche facile, et les Etats-Unis s'installent dans une situation de partage des pouvoirs qui risque de compliquer sinon de retarder certains choix essentiels, en matière budgétaire comme dans le domaine de la défense. La victoire de M. Bush est large et confortable: 54 % des suffrages, 426 mandats électoraux sur 538, succès dans quarante Etats sur cinquante. Ce n'est pas tout à fait le raz de marée réalisé en 1984 par Ronald Reagan, qui avait recueilli 59 % des voix en ne concédant qu'un Etat à son adversaire démocrate. Mais le succès de M. Bush établit un autre record, également appréciable: pour la première fois depuis quarante ans, un même parti gagne trois fois de suite la course à la Maison Blanche. M. Bush est aussi le premier vice-président en exercice qui accède à la fonction suprême depuis plus de cent cinquante ans.



Lire pages 3 à 5
Les portraits de vainqueur, de M^{rs} Bush et du vice-président. ■ Scepticisme sur les marchés. ■ Nuit américaine à Paris. ■ Les élections à la télévision.

Accords en vue dans la fonction publique
● SALAIRES: cinq syndicats portent une « appréciation positive » sur les propositions du gouvernement
● POSTES: les camionneurs des PTT se prononcent sur la reprise éventuelle du travail
PAGE 40

● SÉCURITÉ SOCIALE: le mouvement se poursuit
PAGE 46

La préparation des municipales
Bataille entre socialistes à Paris
PAGE 14

L'antisémitisme et l'extrême droite
Le retour d'un mécanisme pernicieux
PAGE 15

Le Monde

CAMPUS
■ Les diplômes antichangement
■ L'analphabétisme religieux
PAGES 29 à 32

Le sommaire complet se trouve en page 46

M. Bush a lui aussi bien raison de se réjouir. Mais peut-être a-t-il déjà mangé son pain blanc. Ses amitiés respectives de commencent dès l'inauguration du 20 janvier: sa confortable victoire n'a pas fait taire d'ailleurs au Congrès, où les républicains demeurent minoritaires dans les deux Chambres. Or c'est là que M. Reagan aura connu ses plus difficiles batailles, qu'il s'agisse de l'aide aux « contras » nicaraguayens, des crédits de la défense, de la fiscalité ou de la lutte contre la vague montante protectionniste. Rien ne prouve que M. Bush, avec son charisme très relatif, pourra venir à bout des résistances du Congrès. M. Reagan en est le témoin l'opinion publique.

Le transfert des cendres de Jean Monnet

L'Europe au Panthéon

Les cendres de Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, devaient être transférées au Panthéon, mercredi soir 9 novembre. A l'issue de la cérémonie au cours de laquelle il devait prononcer un discours, le président de la République a convié à dîner les chefs d'Etat et de gouvernement présents: le grand-duc Jean de Luxembourg, les présidents de la République fédérale

d'Allemagne, M. von Weizsäcker, de la République de Grèce, M. Christos Sarizetakis, de celle du Portugal, M. Mario Soares, de celle de Chypre, M. George Vassiliou, et six chefs de gouvernement (Allemagne fédérale, Belgique, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne). Plusieurs ministres de la Communauté devaient en outre assister à la cérémonie du Panthéon.

« Le plus beau métier des hommes... »

par André Fontaine
Monnet au Panthéon! A ceux qui font bien comm, l'idée peut paraître, à première vue, paradoxale. « Dans mon travail, disait-il, il faut oublier les lauriers. » Aux hommes qui veulent être quelqu'un, il préfère les délégués ceux qui, selon l'expression de son ami Dwight Morrow, ont « choisi de faire quelque chose ». Il n'hésitait pas, le jour de ses quatre-vingt ans, à

attribuer sa réussite au fait que sa femme, jadis enlevée, dans des conditions passablement romantiques, à un homme d'affaires italien, ne l'avait jamais pris au sérieux.
Si l'on ajoute que ce citoyen de l'Europe et du monde, ce familier des chefs d'Etat et des princes de la finance, était avant tout un paysan chartrais; que toute sa vie il s'était arrangé pour habiter la campagne; et qu'il ne se mettait

Un entretien avec M. Grosz, secrétaire général du PC

Parler vrai, à la hongroise

M. Karoly Grosz, secrétaire général du Parti communiste hongrois depuis mai dernier et premier ministre, fera une visite en France du 17 au 19 novembre, après un séjour en Espagne du 15 au 17. A la veille de ces deux déplacements, qui font suite à un voyage remarquable aux Etats-Unis, le successeur de Imre Kadar a accordé un entretien au Monde où il évoque librement les réformes politiques et économiques actuellement en cours, le différend qui oppose Budapest à Bucarest à propos de la minorité hongroise vivant en Roumanie, l'évolution et les blocages des pays socialistes, la question de la réhabilitation d'Imre Nagy, exécuté après l'intervention soviétique de 1956.
Les réponses de M. Grosz à toutes ces questions sont particulièrement nettes: il n'envisage pas de multipartisme en Hongrie « avant plusieurs décennies », il est opposé à la réhabilitation de Nagy et enfin il reconnaît la gravité de la situation économique et l'impasse dans laquelle se trouve le pays au plan des relations avec la Roumanie.

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
L'automne des échanges franco-japonais
Maurice Béjart entre kabuki et french cancan
Opération Marseille-Méditerranée
Pages 21 à 23

Même chose en politique étrangère: il est probable que M. Bush procédera à une révision du réaganisme en matière de sécurité. La « guerre des étoiles », corollaire de l'angélisme anti-nucléaire de M. Reagan, pourrait, dans cette perspective, être ramenée à des dimensions beaucoup plus modestes. Cela devrait être à Moscou, où l'on a voté Bush sans complexe comme on l'a d'ailleurs fait dans la plupart des capitales occidentales au nom du vieux principe selon lequel la continuité est toujours préférable à l'imprévisibilité.
Les Européens avaient une autre raison de ne pas tomber sous le charme hypothétique de M. Dukakis: le gouverneur du Massachusetts a beaucoup trop joué à leurs yeux la carte du nationalisme économique et du protectionnisme pendant la campagne. Perspective préoccupante en un moment où l'Amérique s'inquiète de plus en plus visiblement des progrès de la construction européenne. Et il risquerait d'abandonner en Europe l'un des deux principes qui sont à l'origine du succès de M. Reagan dans ses rapports avec Moscou: négocier, oui, mais à partir d'une position de force.

Cartier

23 PLACE VENDÔME PARIS.
40.15.03.51

L'ENQUÊTE: les combattants de 14-18 et l'anniversaire de l'armistice

Les « der des der »

Le 11 novembre 1918 prenait fin la première guerre mondiale. Soixante-dix ans après, ils ne sont plus que trente-cinq mille anciens combattants français à pouvoir encore témoigner de ce qui fut une page essentielle de l'histoire du pays et du siècle.
Il est centenaire depuis dimanche, aveugle depuis deux ans, poète depuis toujours. Et ce vieil homme, en son enfermement pathétique et grandiose, les yeux pleins de larmes, déclame comme pour lui-même une œuvre inachevée: « Dans la tranchée, un homme s'est dressé et de son clairon cabossé a joué un air étrange que personne ne connaissait plus. C'était le cessez-le-feu, le cessez-le-mort. »
Fernand Mouquin, cavalier démonté, dragon des tranchées, n'était plus là, tout à sa mémoire, elle aussi cabossée, du 11 novembre 1918, quelque part en Argentine, quelque part en ses souvenirs: « Les Américains mortuaux au front, nous en dessous. Et ils riaient. Et ils nous criaient avec leur délicieux accent: « Fin la guerre! Fin la guerre! »
Soixante-dix ans qu'elle est finie, la guerre de Fernand Mouquin, né avec la tour Eiffel, l'année des trois 8», 1888. Et soixante-dix ans qu'elle n'est pas finie, parce qu'il ne peut avoir pour lui de fin, ce grand écart sanglant et glorieux entre deux siècles.
Et parce qu'aussi ce combat contre l'oubli, suprême outrage des temps et des hommes, ne cessera que faute d'anciens combattants. Ils sont encore trente-cinq mille en France à mériter toujours ce titre étrange et fantastique de « poilu », arrière-garde chenue de l'épopée. Trente-cinq mille à ne point définitivement ruiner la patrie reconnaissante qui leur verse, royalement, une pension de 2.125,20 francs l'an.

PIERRE GEORGES.
(Lire la suite page 18.)

Immobilier
Une rubrique d'annonces classées: la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 37 à 39

M 0147 - 1110 - 4,50 F
3290147004500 11100

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 Dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,70 \$; Danemark, 7,20 F; Espagne, 485 F CFA; Danemark, 10 kr.; France, 100 fr.; Grèce, 150 dr.; Italie, 1,50 L.; Japon, 1,50 ¥; République Fédérale, 2,25 S.; Royaume-Uni, 1,50 £; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

BUSH ELU, ALLEZ-LE FÉLICITER.



Le Monde DES LIVRES

DES ENVOIS URGENTS ?

La solution express pour les industriels et les commerçants : SYSTÈME SX SERNAM*



"Tous vos envois, notamment ceux de moins de 5 kg, s'ils sont déposés avant 17 heures dans un centre Sernam, seront livrés dès le lendemain matin partout en France métropolitaine"

Amériques

L'élection de M. George Bush

Le nouveau président devra composer avec un Congrès à majorité démocrate

(Suite de la première page.) C'est là, de la part du peuple américain, une manière de dériver un dernier satisfaisant au président arrivé au terme de ses deux mandats et qui ne pouvait se représenter.

BIBLIOGRAPHIE

« Putain d'Amérique », de Philippe Romon

Dites, quelqu'un a-t-il vu passer le rêve américain ? Il n'a pourtant pas dû se trainer bien loin après la volée de plomb que lui a envoyée Philippe Romon ! Et si, comme le dit l'auteur, les États-Unis se visitent à l'instar d'un cirque en faillite...

pour l'emporter en Californie, l'État dont le président sortant fut gouverneur et où il s'approprie, d'ici deux mois, à prendre sa retraite.

Comme M. Reagan en 1980, M. Bush a construit sa victoire dans le sud du pays (il l'a emporté dans tous les États de l'ancienne confédération, naguère bastion des démocrates).

l'exception du Massachusetts, dont M. Dukakis est gouverneur. M. Dukakis a lui gagné dans une dizaine d'États, parmi lesquels celui de New-York (de justesse), le Minnesota, le Wisconsin, et à l'Ouest : l'Oregon et l'État de Washington.

L'audacieux pari lancé par ce dernier au Texas s'est aussi conclu par un échec : M. Lloyd Bentsen, que M. Dukakis avait choisi comme colporteur dans l'espoir qu'il lui apporte en dot les voix de son très vaste État, a échoué dans sa tâche.

un démocrate qui a mené contre lui une campagne « de droite »... Une fois de plus, les Américains ont manifesté une forte propension à « diviser » leur vote, à préférer un républicain pour la Maison Blanche mais un démocrate pour le Congrès.

Mais les démocrates ont aussi toutes les raisons d'être amers : une nouvelle fois, la cinquième en vingt ans, la Maison Blanche leur échappe, et cela alors que cette année, ils sentaient la victoire à leur portée.

schuets, son refus de répondre plus tôt aux attaques de l'équipe Bush sur des sujets comme le crime ou le patriotisme, sa froideur et l'attitude trop assurée d'un homme qui a manifestement sous-estimé son adversaire.

Mais plus déterminante encore a été son incapacité à résoudre le problème fondamental du parti démocrate, déchiré entre le désir de rester fidèle à sa base électorale et à son idéologie réformatrice, et le souci de ne pas heurter ni effrayer une opinion de plus en plus conservatrice.

Advertisement for SERNAM shipping system, featuring the text 'DES ENVOIS URGENTS ?' and 'SYSTEME SX SERNAM*'.

Barbara, un atout maître

WASHINGTON correspondance « Je suis le grand-mère de tout le monde », déclarait récemment Barbara Bush, s'adressant à un malade dans un hôpital.

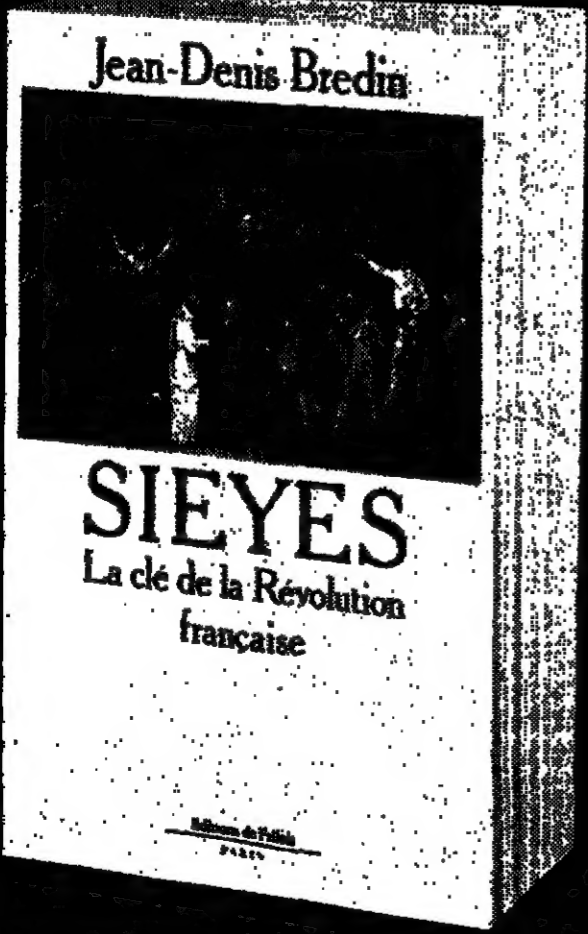
Large vertical advertisement on the right side of the page, partially obscured by a curved edge, containing various promotional text and graphics.

Jean-Denis BREDIN



"Tandis que le Bredin historien rend justice au Sieyès « inventeur » de 1789, l'écrivain rend justice à l'homme disgracié et au styliste, dont il retrouve spontanément le sens de la formule brutale et âcre, et qu'il retourne contre Sieyès lors de la « descente finale aux honneurs »."

Bertrand Poirot Delpech de l'Académie française, "Le Monde"



"Deux cents ans après le grand ouragan, un tel livre - par ailleurs remarquablement écrit et solidement charpenté, appuyé sur une documentation sans faille - s'imposait. Il est très heureux que Bredin ait su nous le donner."

Arthur Conte, "Le Figaro"

Diplomatie

Le grand marché de 1993 et la préparation des élections européennes

La CEE ne doit pas se transformer en « forteresse »

estiment les partis socialistes réunis à Berlin-Ouest

BERLIN de notre envoyé spécial

Réunis pendant deux jours au Reichstag à Berlin-Ouest, les dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates de la CEE et des autres pays européens démocratiques membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont adopté lundi 7 novembre une déclaration appelant les pays de la Communauté européenne à prévoir de nouvelles formes de coopération avec leurs voisins en prévision du grand marché de 1993. Tout en laissant la porte ouverte à de nouvelles adhésions, la déclaration souligne toutefois que « la Communauté est déterminée à poursuivre sans délai son propre processus d'intégration » et réaffirme le vœu des douze pays membres de la CEE de construire une « union européenne ».

Ce rappel avait été jugé indispensable, par les socialistes français notamment, afin de bien marquer la nécessité pour les Douze de se consacrer en priorité à la réalisation du grand marché. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui avait été invité à prendre part aux travaux de Berlin, a d'ailleurs tenu à rappeler au cours de son intervention que la création du grand marché d'ici pas plus de dix ans et a appelé les pays de l'AELE à la patience en leur offrant d'exploiter pour le moment les possibilités offertes par l'accord d'association de 1984.

Intégration et neutralité

La conférence de Berlin, à laquelle participaient les chefs de gouvernement autrichien et suédois, avait été convoquée à l'initiative du parti social-démocrate ouest-allemand, plus sensible peut-être que d'autres aux inquiétudes suscitées par le grand marché de 1993 dans les pays non situés dans la Communauté. Il s'agissait d'ailleurs de la première grande rencontre internationale entre pays de la CEE et de l'AELE pour discuter du sujet. Dès l'ouverture de la conférence, le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, avait insisté sur le fait que le grand marché ne devait pas transformer la Communauté en une « forteresse » fermée aux autres pays du nord et de l'est de l'Europe. Mais, tout au long des travaux, il a lui

aussi réaffirmé très clairement la priorité attachée par le SPD à la construction de l'Union européenne. Les débats ont également fait ressortir du côté des pays de l'AELE des différences importantes dans leur approche de la Communauté, notamment en raison de la neutralité de plusieurs d'entre eux et des limites que celle-ci impose à leur coopération. La déclaration indique à ce propos, à la demande de l'Autriche, que « chaque pays doit trancher lui-même la question de savoir si sa définition de la neutralité est compatible ou non » avec une demande d'adhésion à une communauté « qui continue à se développer économiquement et politiquement dans le but d'une union européenne ».

Cette formulation ambiguë laisse la porte ouverte à une demande d'adhésion de l'Autriche qui pourrait être déposée l'année prochaine.

Les chefs des partis socialistes de la Communauté ont également profité de leur présence à Berlin-Ouest pour examiner un premier projet de manifeste en vue des prochaines élections européennes de 1989. La version définitive de ce manifeste sera rendue publique le 10 février prochain au cours d'un congrès des partis socialistes européens qui se réunira à Bruxelles. Il a également été convenu d'étudier comment associer les différents partis aux campagnes nationales dans chaque pays.

HENRI DE BRESSON.

Les démocrates-chrétiens de la Communauté ont adopté leur plate-forme

M. Méhaignerie ne semble pas souhaiter une liste commune UDF-RPR

LUXEMBOURG (Communautés européennes) de notre envoyé spécial

« une liste commune UDF-RPR pour les élections européennes de juin 1989 n'est pas l'idée dominante ». Visiblement, M. Pierre Méhaignerie, qui assistait en tant que président du CDS, mardi 8 novembre, au congrès des démocrates-chrétiens de la CEE, regroupés dans le Parti populaire européen (PPE), n'a pas l'intention de renouveler l'expérience de 1984.

Quant à une liste UDF, le président du CDS y voit également des obstacles. Sans nommer M^{me} Simone Veil ni M. Valéry Giscard d'Estaing, il relève la difficulté de désigner la « tête de liste », se considérant apparemment comme un concurrent sérieux.

Alors, une liste démocrate-chrétienne ? M. Méhaignerie ne répond pas. Il glisse tout de même : « Mes amis du PPE le souhaitent fortement ».

Pour l'heure, les représentants du PPE avaient à adopter une plate-forme commune pour les élections européennes de juin 1989. Le PPE part au combat avec l'espoir de rivaliser avec le groupe socialiste, le plus nombreux à l'Assemblée de Strasbourg.

Le VII^e congrès des démocrates-chrétiens de la Communauté s'est terminé par une fête animée par Adamo et marquée surtout par la présence de quatre chefs de gouvernement : le chancelier Helmut Kohl et MM. Ruud Lubbers (Pays-Bas), Wilfried Martens (Belgique) et Jacques Santer (Luxembourg). Les célébrations du centenaire de la naissance de Jean Monnet, le premier semestre de cette année, alors que le chancelier Kohl présidait le conseil européen, confortent le PPE dans son idée d'être « au cœur de l'Europe ».

M. Kohl est cependant intervenu pour modérer l'optimisme et l'euphorie des congressistes. Il a notamment insisté sur les sérieux obstacles à franchir pour réaliser le grand marché, qui recueille l'accord inconditionnel du PPE. « L'Europe de 1993 ne se fera pas, a-t-il déclaré, sur le dos du voisin, et il faudra nécessairement trouver des compromis raisonnables ».

Le document commun envisagé, d'autre part, des structures fédérales pour la CEE, le conseil des ministres des Douze représentant les États membres au sein d'un « sénat », la Commission de Bruxelles assurant progressivement les tâches de l'exécutif gouvernemental et le Parlement européen devant élaborer une « Constitution ».

MARCEL SCOTTO.

CAMBODGE : la négociation entre Khmers à Fère-en-Tardenois

Derrière l'écran de fumée, des « résultats substantiels » ?

Les États-Unis restent sceptiques sur les promesses du Vietnam de retirer ses troupes du Cambodge et insistent sur un calendrier précis, a indiqué, mardi 8 novembre, le département d'État à la suite des discussions qui se sont déroulées la semaine dernière à Paris entre M. Sign, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie et le Pacifique, et M. Rogatchev, vice-ministre

soviétique des affaires étrangères. Selon Washington, ce dernier a « refusé de s'engager à presser Hanoi de publier un calendrier précis de retrait en 1989 et de permettre la vérification de ce retrait ». Les États-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, l'impression que le Vietnam tient ses promesses de retirer toutes ses troupes d'ici au début de 1990.

Les négociations de Fère-en-Tardenois, lundi 7 et mardi 8 novembre, entre le prince Sihanouk et le premier ministre de Phnom-Penh, auxquels s'était joint M. Son Sam - le vieux dirigeant nationaliste, - ont fait l'objet d'un communiqué conjoint confirmant la formation d'une commission de travail qui siégera à Paris et la tenue, en 1989, d'un nouveau sommet auquel seront, de nouveau, conviés les Khmers rouges, absents cette fois-ci. Les trois parties se sont également prononcées, sans autre précision, pour la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge.

Après quarante-huit heures passées à l'entendre se critiquer les uns les autres, il paraît difficile d'imaginer que les négociations entre Cambodgiens puissent progresser, même quand un nombre croissant de grands de ce monde les poussent à s'entendre. Chaque camp, à en croire l'autre, s'en tient à ses intransigeances.

Les sihanoukistes reprochent aux gens de Phnom-Penh de vouloir s'armer « le monopole du nationalisme ». Ces derniers poussent de

grands cris quand on parle de « démantèlement » de leur République populaire pour installer à sa place un gouvernement chargé d'organiser des élections libres. Chacun, devant la presse, y va de son couplet, rejetant sur l'autre la responsabilité du retard pris par la négociation. La mauvaise volonté est toujours dans le camp adverse. A telle enseigne que le prince Sihanouk fait même savoir, de façon indirecte, que le prochain sommet ne pourra avoir lieu, alors que le temps presse, avant septembre 1989, soit dans dix longs mois.

Le tort des absents

Mais, à y regarder de plus près, les pourparlers se portent-ils si mal ? M. Hun Sen, avant de s'emporter quand on lui parle de la participation des Khmers rouges à un régime transitoire, a mentionné l'existence de « résultats substantiels ». Les sihanoukistes font savoir que finalement Phnom-Penh n'a pas vraiment dit « non » à un « gouvernement d'union nationale du Cambodge », formule assez neutre pour ménager pas mal de susceptibilités.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique

ÉTHIOPIE

Mesures en faveur des investisseurs privés

Addis-Abeba. - Le chef d'État et secrétaire général du Parti des travailleurs éthiopiens, M. Mengistu Haile Mariam, a proposé, le lundi 7 novembre, des réformes économiques radicales qui pourraient remettre en vigueur la notion de capitalisme dans le pays si elles étaient appliquées au cours des prochaines années. Ces mesures prévoient un investissement privé illimité dans le commerce, l'industrie et l'agriculture, autorisant de la sorte un assouplissement de la politique marxiste poursuivie par les autorités depuis la révolution de 1974.

« Étant donné que, selon la législation actuelle, nous pouvons travailler avec les capitalistes étrangers, nous reconnaissons que l'extension des mêmes privilèges à nos propres citoyens présentera de grands avantages », a déclaré le président Mengistu devant la neuvième session du comité central du parti. Ces propositions sont contenues

dans un rapport du comité, dont la version complète n'a été remise à la presse que mardi.

Selon les propositions de M. Mengistu, les capitalistes privés seraient encouragés à intervenir dans le commerce de gros et de détail, dans l'industrie hôtelière et celle des loisirs, dans les entreprises de produits de consommation et dans l'agriculture. Pour ce qui concerne les fermiers, ils seraient libres de vendre leurs produits sur le marché intérieur ou pour l'exportation.

M. Mengistu a déclaré, d'autre part, que les dépenses de l'Éthiopie en matière de défense ont augmenté au rythme d'environ 19 % par an depuis 1974 pour atteindre 50 % des dépenses totales de l'État. C'est la première fois que le régime d'Addis-Abeba rend public le montant des sommes consacrées à l'armée : 1,75 million de dollars. - (AFP.)

TUNISIE

Nomination d'un secrétaire d'État aux affaires religieuses

Le président Ben Ali a nommé le mardi 8 novembre M. Kacem Boussina secrétaire d'État aux affaires religieuses, poste dont il avait annoncé la création la veille devant la Chambre des députés. Le chef de l'État avait expliqué qu'il était nécessaire que la religion islamique, « faite de tolérance et d'efforts », et à laquelle il tient à se référer, aille de pair avec « les problèmes de la modernité et du progrès ».

La nomination de M. Boussina - jusqu'alors ambassadeur en Arabie saoudite - paraît devoir limiter quelque peu les prérogatives du cheikh Mokhtar Selami, mufti de la République, qui, en apportant sa caution à des imams appelant à l'anathème contre les communistes tunisiens, avait fortement irrité divers milieux politiques, ainsi que la Ligue des droits de l'homme. - (Corresp.)



Ils ont 32 ans et 70 ans d'expérience.

Il faut à la fois de l'expérience et du dynamisme pour financer les entreprises et favoriser leur développement. Les hommes du Crédit National ont l'un et l'autre. Créé il y a 70 ans, le Crédit National a acquis une connaissance incontestée des entreprises et des besoins des marchés. Ses diagnostics sont sûrs, ses évaluations solides.

Ce sont les hommes de votre réussite.

Les hommes du Crédit National, eux, ont l'âge du dynamisme et de l'innovation. Ils savent que financer les entreprises, c'est évoluer avec elles, c'est innover sans cesse pour répondre justement à leurs besoins en matière de prêts, d'opérations en fonds propres, de montages juridiques ou financiers.

Ils savent que le champ d'action des entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, s'étend de leur région au monde entier.

Partenaires privilégiés des entreprises, les hommes du Crédit National, en conjuguant expérience et innovation, vous donnent tous les moyens, stratégiques et financiers, de votre réussite.



Crédit National

LES MOYENS DE VOTRE RÉUSSITE

SEPTIÈME E 4670

européennes
de la Communauté
leur plate-forme
semble pas souhaiter
UDF-RPR
Le VII^e congrès des députés
européens de la Communauté
européenne s'est ouvert hier
à Madrid et durera quatre jours.
Les députés de la Communauté
européenne sont réunis à Madrid
pour le VII^e congrès de l'Union
européenne. Le congrès se tiendra
à Madrid du 10 au 14 novembre.
Le thème de ce congrès est
« L'Union européenne et le monde
extérieur ». Les députés discuteront
de la situation internationale et
de la place de l'Union européenne
dans le monde. Le congrès se
clôturera le 14 novembre à
Madrid.

MARCEL SCOTT
Féro-en-Tardenois
résultats substantiels
Les affaires étrangères
de l'Union européenne
ont obtenu de nombreux
résultats substantiels
en 1988. Les États-Unis
ont été invités à rejoindre
l'Union européenne.
L'Union européenne
a obtenu de nombreux
résultats substantiels
en 1988.

TUNISIE
Nomination
d'un secrétaire d'État
aux affaires religieuses
Le président de la République
tunisienne a nommé
M. Habib Chaker
secrétaire d'État
aux affaires religieuses.
M. Chaker a été
nommé à ce poste
le 10 novembre.
Il a succédé à
M. Mohamed
Mourad.

...te hongrois
...soit possible

Il est plus facile de rendre que de apprendre.
- La pensée d'achat des Hongrois a diminué de près de 25 % au cours de l'été et cet été est peut-être plus que jamais. Les Hongrois ne signent pas des commandes de marchandises de plus en plus simples.

- Oui, il y a plus de problèmes. Beaucoup de gens ne me font plus confiance. Ils ne travaillent plus pour moi. Ils ont fait face à cette situation.

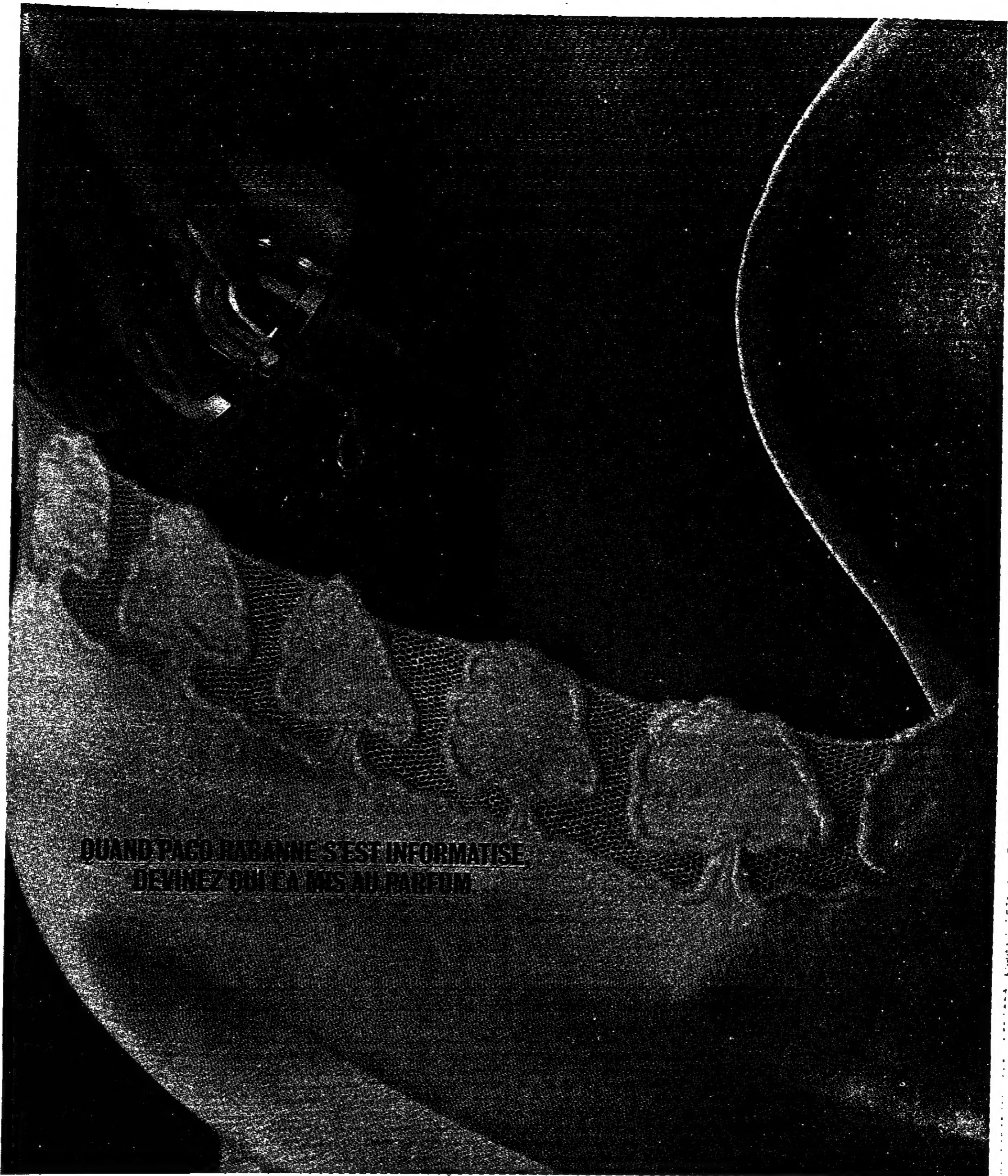
- C'est bien, quel est de chômage en Hongrie ?
- Il n'y a pas de chômage par rapport à ce qu'il y a eu autrefois. C'est un chômage de structure. Depuis que nous avons construit une usine, nous avons construit une usine qui n'est pas rentable. Mais si nous n'avons pas d'usine en Hongrie, nous ne pouvons pas produire. La production de l'économie est en baisse. La production de l'économie est en baisse. Les 800 000 employés de l'industrie de l'agriculture. Non seulement, ce n'est pas le cas.

Les limites du COMECON

- Qu'attendez-vous de votre système en Espagne et en France ?
- Nous ne pouvons pas attendre que nous puissions attendre l'expérience de l'Espagne. Nous ne pouvons pas attendre que nous puissions attendre l'expérience de l'Espagne. Nous ne pouvons pas attendre que nous puissions attendre l'expérience de l'Espagne.

- Est-il exact que vous n'avez pas répondu à une demande de la Cour de justice européenne à la construction d'un pont de fer sur le Danube ?
- Il est exact que nous n'avons pas répondu à une demande de la Cour de justice européenne à la construction d'un pont de fer sur le Danube.

- Comment expliquez-vous que depuis quatre ans les prix continuent à monter ?
- La question des prix est une question de politique économique. Les prix continuent à monter parce que nous avons une politique économique qui est basée sur la hausse des prix.



**QUAND PACO RABANNE S'EST INFORMATISÉ
DEVINEZ OÙ LA MIS AU PARFUM**

Alchimiste moderne manipulant musc, myrrhe, civette et benjoin, le grand parfumeur Paco Rabanne tient plus de l'artiste que de l'industriel. Avec 3.000 composants et 300 fournisseurs pour 500 produits finis, la gestion d'une telle production est un véritable casse-tête. C'est peut-être pour ça que Paco Rabanne a fait appel à Bull.

UN VRAI PARTENAIRE

Un travail d'équipe en profondeur a permis à Bull d'apporter des solutions clés en main, service compris. Sans sacrifier l'investissement informatique déjà en place.

Aujourd'hui, approvisionnements, production et ventes sont gérés en fonction de

la demande. Résultat : en 1987, les stocks ont pu être réduits de 30%, économisant ainsi plus de 20 millions de francs d'immobilisations.

PLUS DE LIBERTÉ

Les systèmes Bull ouverts et communicants sont pour Paco Rabanne une garantie de liberté totale dans l'avenir. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car aujourd'hui, Bull et son partenaire Honeywell Bull Inc. font profiter leurs

clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale. Avec recherche et développement à l'avenant.

Ce qui nous permet d'être toujours au parfum.

**BULL ET SES CLIENTS,
UNE EQUIPE QUI GAGNE**



Europe

RFA : commémoration de la « Nuit de cristal »

Le chancelier Kohl souligne la communauté de valeurs entre juifs et chrétiens

FRANCFORT de notre envoyé spécial

C'est dans la ville de Francfort-sur-le-Main, qui fut le berceau de la famille Rothschild, dans la grande et belle synagogue du Westend, que l'Allemagne officielle a choisi de se recueillir pour célébrer le cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal », cette nuit du 9 au 10 novembre 1938 où les nazis, sur l'ordre du Führer, se déchaînèrent contre les juifs allemands (Le Monde daté 6 et 7 novembre).

L'offre faite au chancelier Kohl de prononcer un discours dans la synagogue, à l'invitation du Conseil central des juifs de Francfort, n'avait pas fait l'unanimité de la communauté juive de Francfort. Malgré un vote défavorable à la venue du chancelier de la majorité des représentants communautaires, le président du Conseil des juifs de Francfort, M. Ignaz Bubis, maintint son invitation, tout en regrettant que ce ne soit pas le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, qui prenne la parole. Il déclara même, dans un entretien au magazine dirigé par Daniel Cohn-Bendit, *Pfisterstrand*, que l'invitation s'adressait « au chancelier fédéral et non pas à Helmut Kohl ».

Le chancelier n'a pas bonne presse dans les milieux dirigeants de la communauté juive allemande. Non qu'il appartienne à ce groupe réduit des socialistes du passé, pour qui rappeler de temps à autre la barbarie nazie est insupportable, mais parce que l'accumulation de maladresses, volontaires ou non, qui ont marqué, depuis son accession au pouvoir, l'expression de son rapport au passé national-socialiste a choqué plus d'une fois les sensibilités juives en Allemagne et à l'étranger.

Tous ses efforts pour dissiper les malentendus n'ont convaincus qu'une fraction de l'opinion juive, qui préfère de beaucoup le tact et la sobriété d'expression sur ces sujets de Richard von Weizsäcker.

La réussite de la commémoration officielle du 9 novembre était donc particulièrement importante pour le chancelier, qui n'a pas eu l'occasion ni peut-être l'idée de faire un geste aussi spectaculaire que celui de Willy Brandt s'agenouillant à Ansbach, ou la force de conviction historique sur ces thèmes d'un Helmut Schmidt, qui portait secrètement en lui cette part d'ascendance juive qu'il révéla un jour à Valéry Giscard d'Estaing. Les propos qu'il a tenus à la synagogue avaient donc été polis dix fois plutôt qu'une avant qu'il ne les prononce.

Les capacités du chancelier à transmettre les émotions par la seule force de son verbe, obsédées par une diction invariablement monocorde et une prononciation dramatiquement provinciale de la langue allemande, ont comme toujours fortement réduit l'impact sur les âmes et les cœurs de son propos. Le fil rouge du discours, comme il l'annonçait d'emblée, était de souligner la communauté de valeurs entre juifs et chrétiens « qui se reconnaissent dans la glorification du Créateur unique ». Frères en monothéisme,

« nous, juifs et chrétiens ainsi que tous les hommes épris de liberté de ce pays, nous trouvons chargés d'une grande mission pour l'avenir : à la fin d'un siècle marqué par toutes ses horreurs, par la souffrance humaine indélébile, nous construisons une Europe dont les fondements sont les valeurs défendues conjointement par les juifs et les chrétiens ». Le chancelier n'a fait aucune allusion, au silence, voire à la complicité des autorités chrétiennes pendant que se déroulaient les persécutions contre les juifs. Il appartenait aussi en retrait sur le discours de repentance tenu à la fin du mois d'octobre par l'évêque allemand. (Le Monde des 22 et 23 octobre).

Un faux-pas

A ceux qui lui reprochent de chercher à s'évader des responsabilités historiques, M. Kohl répond pourtant sans détour : « Ce serait être de mauvaise foi que de ne sélectionner que les éléments agréables de l'histoire allemande. En effet, cette histoire est indivisible — elle est nôtre pour le meilleur et pour le pire. »

Les cérémonies en RDA et en Autriche

La RDA a marqué, le mardi 8 novembre, le cinquantième anniversaire de la Nuit de cristal par une session spéciale du Parlement est-allemand en présence du chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker. Le président de la petite communauté juive de RDA, M. Siegmund Rotstein, et celui du conseil central des juifs de RFA, M. Heinz Galinski, ont pris part à la cérémonie, au cours de laquelle M. Rotstein avait été convié à prendre la parole.

En Autriche, le chancelier Franz Vranitzky devait s'adres-

ser, mercredi, à la communauté juive lors d'un service dans la seule synagogue de Vienne à avoir échappé à la Nuit de Cristal.

Dans un communiqué, le président Kurt Waldheim, mis en cause pour son attitude face au nazisme, a affirmé que « la commémoration de ce pogrome et la souffrance des juifs à l'époque du nazisme doivent nous rappeler (...) qu'aucune charge de silence ne saurait être imposée sur les crimes dans lesquels des Autrichiens ont été impliqués ».

Assumer ses responsabilités historiques, c'est aussi manifester « sa solidarité avec les intérêts d'Israël qui ont trait à son existence, à sa liberté et à sa sécurité. Les divergences de vue qui marquent la politique quotidienne ne remettent en rien cette solidarité en question », n'a-t-il encore affirmé.

Embelli de citations de juifs renommés comme Henri Heine ou Max Frisch, ce discours de Francfort était une sorte de manifeste du philo-sémisme d'Etat, version chrétienne-démocrate, dont les principes avaient été élaborés par Konrad Adenauer dès la création de la RFA. Dans la mise en pratique quotidienne de ce philo-sémisme, il arrive que quelques faux pas alimentent le soupçon. Comme dit le proverbe allemand « le diable gît dans le détail ». Alors que toutes les institutions petites et grandes du pays, les municipalités, les écoles, les églises faisaient tous leurs efforts pour faire de ce 9 novembre 1988 un jour du souvenir qui touche la majorité de la population, le Bundestag n'accédait pas au désir du président de la communauté juive de RFA, M. Heinz Galinski, de prendre la parole devant les députés lors de la séance solennelle du Parlement du 10 novembre.

Ce refus, entériné par le bureau de l'Assemblée et décliné par son président, M. Philipp Jenninger, (CDU) « pour des raisons d'ordre du jour », a été porté à la connaissance du public par le député vert Hubert Kleinert. Il a suscité une polémique qui jette une ombre sur ces célébrations à laquelle toutes les familles politiques du pays avaient tenu à apporter leur contribution. Le refus de donner la parole à M. Galinski tombe d'autant plus mal que, de l'autre côté du mur, à Berlin-Est, le président de la minuscule communauté juive de RDA avait été invité à s'exprimer devant la Chambre du peuple.

LUC ROSENZWEIG.

La visite à Paris de Charles et de « Lady Di »

Les préoccupations sociales d'un prince

Le prince Charles et Lady Diana ont été reçus mardi soir 8 novembre par M. Laurent Fabius lors d'un dîner sur la Seine à bord d'un bateau-mouche. Le couple princier devait visiter mercredi les châteaux de Chambord et de Chenonceaux.

La Rolls décapotable est arrivée par l'avenue Victoria, face à l'Hôtel de Ville. Victoria, justement : quelques instants plus tard, le prince Charles repassait que son illustre arrière-arrière-grand-père, en outre reine d'Angleterre et future impératrice des Indes, avait tout de go déclaré après son séjour à Paris en 1855 : « Je ne me suis jamais autant amusée ! » Victoria en petite femme de Paris, my God ! Charles en tout cas suit le royal exemple. Très à l'aise, disert, souriant, souriant d'une oraille à l'autre, il a visiblement l'air ravi.

Disert, mais prudent. Bon prince, Charles a prévenu. Ses prises de position fracassantes sur l'architecture londonienne, c'est son affaire. Mais à Paris, diplomatie oblige : « Un ou deux Français m'ont déjà dit qu'ils seraient intéressés par mon point de vue... mais seulement en privé ».

Tout au long de ce mardi dans un Paris qui par poétisme s'était réveillé en fin d'après-midi d'un léger fog, son cas d'architecte et d'artiste a été mis à rude éprouve : musée d'Orsay en hors-d'œuvre le matin, Grande Arche de la Défense, après déjeuner. Là, sa première impression est d'ordre poétique : « J'aime beaucoup la manière dont le ciel se lit à l'intérieur de l'arche », confie-t-il à l'architecte Paul Andreu qui le guide.

Attendu ensuite place de Catalogne dans l'ensemble construit par Ricardo Bofill, près de la gare Montparnasse, Charles a visité un logement habité par une famille de trois enfants : il s'est précipité vers le loge d'un gardien pour lui demander « Aimez-vous vivre

ici ? ». A plusieurs reprises, il s'est inquiété de savoir quelle était la part de logements sociaux des programmes immobiliers, et comment la population présente avait été consultée. Au cours du déjeuner à Matignon, le premier ministre a d'ailleurs rendu hommage à l'attention que porte le couple princier au « sort des catégories les plus défavorisées ».

Mise en pratique immédiate : Lady Diana se rendait ensuite en compagnie de M. Rocard à l'Institut et à l'hôpital Pasteur, où elle rencontrerait brièvement deux malades atteints du SIDA.

Quant au prince de Galles, sur le chapitre social, il avait affronté dans la matinée un challenger. Devinette : qui a prononcé les mots suivants : « ... répondre aux besoins culturels, sportifs, et sociaux des jeunes, à la solitude des personnes âgées, au désert de chômeurs, lutter contre les fumeurs qui sont la drogue et l'insécurité. Autant de tâches qu'il faut mener quotidiennement à bien pour que personne ne se sente exclu de la vie de la cité, pour que nos villes, notre société soient plus solidaires ? »

Pleuvoir lancé par le maire de Paris alors qu'habituellement, ce genre de propos est le fait du prince. Ses visites de nuit aux clochards, ses tournées imprévisibles dans les ghettos débarrés de banlieue ont défrayé la chronique en Grande-Bretagne. Les conservateurs le soupçonnent d'être une « homme de gauche ». Courtoisie, mimétisme ou récupération ? M. Jacques Chirac a fait sienne les préoccupations sociales de son hôte.

Et comme les cadeaux entretiennent l'amitié, leurs altesses royales ont quitté l'Hôtel de Ville avec un sac de soirée pour Madame et une édition du dix-huitième siècle d'un *Traité des arbres* pour Monsieur. A chacun son hobby ?

MARIE-PIERRE SUSTIL et CHARLES VIAL.

Vectra. C'est Opel aujourd'hui.

DÈS AUJOURD'HUI
CHEZ VOTRE
CONCESSIONNAIRE



DU 9 AU 14 NOVEMBRE SANS INTERRUPTION, A L'OCCASION DE LA SEMAINE SUPERSTAR, LES CONCESSIONNAIRES OPEL VOUS INVITENT A FÊTER L'ARRIVÉE DE LA VECTRA.

TOUT VECTRA 36.14 OPEL. CARTE AUREOLE

OPEL

UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS
LE CONSTRUCTEUR MONDIAL.

“On
n'arrête
une idée

LE PATRON



Plus qu'un titre, c'est un plaisir.
Elle change votre vie par son
large confort et votre joie de
conduire. Elle est votre partenaire
pour...

Maitre
le vo

Asie

JAPON

Les importations d'uranium sud-africain sont interrompues

TOKYO
De notre correspondant

Des considérations d'image — et non plus des intérêts commerciaux bien compris — ont dicté la décision « politique » du Japon de cesser d'importer de l'uranium d'Afrique du Sud. Sous la pression du gouvernement, de plus en plus embarrassé par le développement des échanges avec Pretoria, les grandes entreprises assurant des services publics, comme Tokyo Electric Power, ont récemment annoncé qu'elles se procureraient désormais l'uranium destiné aux centrales nucléaires (qui fournissent un quart de l'électricité utilisée sur l'archipel) ailleurs qu'en Afrique du Sud.

L'uranium en provenance de ce pays représente 11% des importations japonaises, soit 22.000 tonnes sur un total de 203.000. Cette diversification des achats va se traduire par une augmentation des importations en provenance de l'Australie, du Canada et des Etats-Unis. Selon certains analystes, cette décision ayant été prise par les entreprises concernées et non par le gouvernement, celles-ci se réservent la possibilité de reprendre ces achats si les importations en provenance d'autres sources étaient insuffisantes.

En 1987, le commerce entre le Japon et l'Afrique du Sud s'est chiffré à 4,2 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 20% : le Japon est ainsi devenu le premier partenaire commercial du pays de l'apartheid (le Monde du 30 janvier).

Conscient que le développement des relations du Japon avec l'Afrique du Sud ne pouvait que ternir son image internationale (lui attirant, en particulier, l'hostilité des Etats africains aux Nations unies, et hypothéquant ses efforts pour obtenir un siège au Conseil de sécurité), le ministère des affaires étrangères a essayé de persuader les grandes maisons de commerce de modérer leurs ardeurs envers Pretoria. En même temps, le gouvernement entreprenait une active politique d'aide économique aux pays voisins de l'Afrique du Sud (Angola, Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zambie), réunis au sein de la Conférence pour la coordination du développement des pays du sud de l'Afrique. Au cours des deux prochaines années, le Japon fournira 500 millions de dollars d'aide aux pays d'Afrique noire, faisant passer de 1% en 1970 à 11% en 1988 la part de son aide à cette partie du monde.

PHILIPPE PONS.

● **BIRMANIE** : fermeture de tous les tribunaux jusqu'au 31 mars 1989. — Radio-Rangoon a annoncé, mardi 8 novembre, que tous les tribunaux du pays seraient fermés jusqu'au 31 mars prochain. Le radio a justifié cette mesure par les perturbations causées par plusieurs mois d'agitation politique. D'autres part, plusieurs bonzas ont été arrêtés mardi et les monastères de Rangoon sont gardés par l'armée à la suite d'une distribution de tracts appelant à une marche de protestation. Enfin, trois diplomates birmanes en poste à Canberra ont demandé l'asile politique en Australie, craignant d'être arrêtés ou exécutés s'ils rentraient dans leur pays. — (Reuters, AFP.)

● **SRI-LANKA** : les touristes sont invités à quitter le pays. — Les autorités de Colombo ont invité mardi 8 novembre les touristes étrangers à quitter le pays en raison des troubles persistants : « Pour une courte période, il est également préférable que nous ne recevions pas de visiteurs, jusqu'à ce que la situation se clarifie », a précisé le président de l'office du tourisme. Il s'agit là d'un conseil, non d'une interdiction, mais nous espérons que vous vous y conformerez », a-t-il ajouté. Mille huit cents touristes étrangers se sont regroupés à Colombo en attendant leur départ. Il y a actuellement entre trois mille et quatre mille visiteurs étrangers dans l'île, troublée par l'agitation séparatiste tarmoule au nord et le terrorisme nationaliste cinghalais du JVP au sud. — (Reuters, UPI.)

Proche-Orient

LIBAN : les otages français d'Abou Nidal

Le désarroi et l'impuissance

« Dans leur guerre, je n'y suis pour rien, pas plus que les otages » ; en quelques mots, d'une voix mal assurée, M. Pascal Bételle a laissé percer, mardi 8 novembre, tout le désarroi, toute l'impuissance d'un père auquel on a ravi, il y a tout juste un an, ses enfants ; deux fillettes de cinq et six ans, dont la seule faute est d'avoir croisé la route d'hommes appartenant à l'un des groupes terroristes les plus impitoyables qu'ait engendrés le conflit du Proche-Orient, le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal.

« Même si l'on comprend le combat des Palestiniens », calver des femmes et des enfants est « complètement nul », c'est de la « cruauté ». L'homme qui parle ainsi est d'autant mieux placé pour juger qu'il a, lui aussi, été otage : Jean-Paul Kauffmann. A ses côtés, plusieurs de ceux qui, comme le dira le journaliste français, sont aujourd'hui « passés de l'autre côté », après avoir vécu des mois, des années de détention arbitraire au Liban, comme Marcel Fontaine, Aurel Cornée, Jean-Louis Normandin, Georges Hansen. Tous étaient venus, mardi, apporter un soutien appuyé à la famille de Jacqueline Valente et ses trois petites filles, dont l'une est née en captivité au mois de décembre dernier.

Indifférence et raison d'Etat

Il y avait alors plus d'un mois que Jacqueline Valente, vingt-neuf ans — divorcée de M. Bételle — Marie-Laure, six ans et demi, Virginie, cinq ans et demi, ainsi que leurs cinq compagnons belges — les Houtekens — se trouvaient aux mains du groupe Abou Nidal, qui, le 8 novembre 1987, avait triomphalement annoncé avoir capturé de dangereux « espions sionistes » en Méditerranée. En fait d'espions, deux familles qui avaient décidé de « prendre le large » à bord d'un vieux sardinier reconverti en bateau de plaisance, le *Silco*. Depuis, à l'exception d'un faux espoir né de l'annonce un peu précipitée d'une « prochaine » libération des deux fillettes, l'hiver dernier, le mystère, le silence, Otages ? Mais contre quelle rançon ? Prisonniers. Mais de quelle cause ?

Tandis qu'un fil du printemps, les derniers otages d'un autre conflit — franco-iranien, celui-là — retrou-

vaient la liberté, à Lyon, comme dans la région de Toulon, des hommes et des femmes se débattaient, dans l'indifférence quasi générale, d'abord pour tenter de comprendre et ensuite pour essayer — mais avec des moyens plus que réduits — de sortir une jeune femme et ses enfants du cauchemar (le Monde du 5 novembre). Beau-frère de Jacqueline Valente, M. André Métrel ne cacha d'ailleurs pas, mardi, son amertume devant la « raison d'Etat » qui lui paraît écraser cette « monstruosité » sous une chape de silence. M. Mitterrand « m'a rassuré sur les démarches entreprises pour obtenir la libération des otages », a toutefois tenu à dire M. Bételle, au lendemain d'une brève rencontre avec le chef de l'Etat, lundi à l'Élysée.

En fait de démarches, et alors que les autorités tant françaises que belges se gardent bien de donner une quelconque publicité à leur action, l'un des avocats de la famille des otages, M. Jacques Miquel, a révéillé l'existence d'initiatives d'« ordre privé » dont l'état d'avancement permet de penser que « quelque chose doit se passer » à l'approche de Noël. Il s'agit, a précisé M. Miquel, de contacts noués à Paris, Athènes et Alger, par l'intermédiaire d'« auxiliaires de justice ». Se refusant à donner de plus amples informations sur ces « initiatives », sur ces « réseaux », l'avocat a cependant évoqué, à cet égard, le communiqué publié, dimanche à Beyrouth, par le groupe Abou Nidal et parlant d'une éventuelle libération des deux fillettes grâce à « des démarches positives », dont on ne connaît pas la teneur (le Monde du 8 novembre).

Véritable on, à nouveau, faux espoir ? M. Miquel a, en tout cas, tenu à prendre ses distances vis-à-vis de M. Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe, qui avait pris l'initiative, il y a un an, de contacts qui auraient dû aboutir à la libération de Marie-Laure et Virginie, mais qui ont finalement échoué. Distances que M. Miquel a accompagnées d'un coup de patte, en soulignant les dangers de s'auto-proclamer émissaire pour une mission qui, a-t-il estimé, a commencé « dans la confusion » pour se terminer « dans l'échec ».

YVES HELLER.

En visite officielle à Paris

Le vice-président irakien reconnaît que son pays a utilisé des armes chimiques au Kurdistan

Le vice-président irakien, M. Taha Mohieddine Maarouf, a reconnu, mardi 8 novembre, au cours d'un déjeuner de presse, que son gouvernement avait utilisé en mars dernier des armes chimiques à Halabja, au Kurdistan irakien. Plusieurs milliers de civils kurdes avaient perdu la vie au cours de cette opération.

M. Maarouf, qui est lui-même d'origine kurde, a justifié cette opération en affirmant qu'à l'époque, l'Irak faisait face à une guerre d'agression. « Tout Etat qui fait face à une agression, a-t-il dit, a le droit d'utiliser tous les moyens disponibles pour mettre fin à cette agression. Tout ce qui est arrivé, est de la faute des traitres talibaniens (1) qui ont pillé les biens de tous les citoyens de Halabja et ont tout détruit avant de se retirer, a-t-il ajouté, affirmant que l'Irak était en train de préparer la reconstruction de cette localité.

Le vice-président irakien, dont les fonctions sont purement symboliques, a, en revanche, assuré solennellement que les Irakiens n'avaient pas eu recours à l'arme chimique depuis le cessez-le-feu instauré entre Bagdad et Téhéran en août. Il a

ajouté que tout ce qui avait été dit à ce sujet était le fait « des milieux sionistes et américains qui ont lancé une campagne anti-irakienne à propos des armes chimiques en vue de ternir la victoire de l'Irak et de donner une nouvelle impulsion à l'Irak ».

M. Maarouf, qui est en visite officielle en France depuis dimanche, a assuré que son pays s'abstenait de l'usage d'armes chimiques et a laissé entendre que Bagdad participerait à la conférence internationale sur les armes chimiques à Paris, en janvier prochain, en tant que signataire de la convention de Genève, interdisant l'utilisation des armes chimiques. Il a indiqué à ce propos que le gouvernement français a fait savoir à Bagdad qu'aucun observateur ne participera à cette conférence qui serait « réservée aux seuls Etats ». Les mouvements indépendantistes kurdes avaient demandé à assister à cette conférence en tant qu'observateurs.

J. G.

(1) Partisan de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

● **IRAN-IRAK** : accord de fait à Genève sur l'échange des prisonniers malades et blessés. — Les ministres des affaires étrangères d'Irak, MM. Ali Akhbar Velayati et Tarek Aziz, ont tous deux, à l'occasion d'une visite au CICR (Comité international de la Croix-Rouge), annoncé publiquement qu'ils étaient prêts à échanger cette catégorie de prisonniers, si l'autre partie faisait de même.

L'accord est donc implicite, puisqu'il n'a pas été négocié directement par les ministres, et l'agence officielle iranienne IRNA y a vu un « premier signe » de déblocage des pourparlers de paix, commencés le

25 août, sans avoir donné jusqu'ici le moindre résultat.

Cette première entente, qui reste à confirmer, n'a cependant qu'une portée limitée, sinon symbolique. Selon M. Tarek Aziz, le CICR a recensé quatre cent onze prisonniers iraniens malades ou blessés et mille cent quinze irakiens sur un chiffre global de prisonniers qui dépasse les cent mille.

Sur le fond du problème, les divergences restent entières, et selon des sources informées concordantes, le climat s'est brusquement tendu, alors que, jusqu'à samedi dernier, il avait été, au dire du secrétaire général de l'ONU, « très agréable ». — (AFP.)

Les bons conseils de Mr. Financement aujourd'hui, la Supercinq Five



La Supercinq FIVE

319 F/mois la 1^{ère} année.

Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 18 240 F (dont 11 400 F de 1^{er} loyer majoré et 6 840 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 319 F, 12 loyers de 524 F et 36 loyers de 861 F. Coût total en cas d'acquisition: 59 033 F. Prix TTC Supercinq Five 3 portes au 1/7/88: 45 600 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERT 05.25.25.25

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

Politique

Le retour de l'antisémitisme dans l'extrême droite française

Était-ce un dérapage verbal ? Un lapsus forcément révélateur ? Une calomnieuse abjection ? Le 2 septembre dernier, en conclusion de l'université d'été du Front national au Cap d'Agde (Hérault), M. Jean-Marie Le Pen fit son calendrier sur le ministre de la fonction publique, « Durafour-crématoire ». Cette affaire imminente, un an après qu'il ait qualifié, le 13 septembre 1987, les chambres à gaz de « point de détail » de l'histoire de la seconde guerre mondiale.

M. François Bachelot, inventeur du « sidiorium », et Pascal Arrighi, un des fabricants de l'image « présentable » de M. Le Pen, ne goûtent guère le jeu de mots. Ils sont exotés du Front. Le docteur Bachelot assure, alors, que « Durafour-crématoire » n'est pas « un dérapage verbal de la part de Le Pen, mais bien une véritable stratégie ». Dans une interview au Monde du 9 septembre, l'ancien dirigeant d'extrême droite affirme qu'on lui a expliqué, en l'excluant, que « ce sujet avait été abordé pour faire remonter la droite nationale ». « L'argumentation est la suivante, poursuit-il : les ennemis du Front national sont ceux qui confortent le camp de l'anti-France », ceux qui ont toujours lambriné la droite nationale. L'« anti-France » est, selon cette analyse, constituée des lobbies de la presse, de la franc-maçonnerie et des juifs. Le Front national reviendra, désormais, à permanence sur ce sujet ».

Le 18 septembre, au Bourget, à l'occasion de la fête des « Bleu-Blanc-Rouge », M. Le Pen s'adresse longuement à « nos compatriotes juifs », pour se lever de l'accusation d'antisémitisme et occire, par une subtile inversion de la charge de la preuve, « le malin cosmopolite » d'avoir la prétention, in fine, de « faire porter l'étoile croisée » à ses partisans. « J'ai la conviction, dit alors M. Le Pen, que l'organisation, méthodiquement dirigée, de la subversion cosmopolite s'efforce, par des mécanismes collectifs, de dresser la communauté juive contre le Front national et contre l'idée de nation. Je crois que, profitant du fait que nombre de membres de cette communauté occupent des positions éminentes dans la société française, en particulier dans le domaine de l'information, la presse, le cinéma, la télévision, des sondages et beaucoup d'autres organisations, on veut se servir de la communauté juive en faisant croire qu'elle risque d'être persécutée, pour faire un complot contre les patriotes français, ce qui, a contrario, laisserait croire qu'elle n'est pas patriote ».

Le porte-drapeau de l'extrême droite française vient, ainsi, d'enclencher, ouvertement, un mécanisme pervers. Celui qui prétend que l'accusation qui entoure sa personne n'a jamais reçu « un commencement de preuve » — M. Le Pen a cependant été condamné pour antisémitisme, le 11 mars 1986, par le

tribunal d'instance d'Aubervilliers (le Monde du 13 mars 1988) — permet à deux publications d'extrême droite de maquiller un délit raciste en banale opinion relevant du simple champ de la polémique politique. Le choc du mois, mensuel d'extrême droite fondé par d'anciens collaborateurs de Theodoradale Minus, publié en octobre un dossier baptisé « Ces juifs qui en font trop ». A la fin du même mois, National-Hédo, magazine situé dans la mouvance du Front, se penche, pour sa part, sur « ces juifs racistes » que « la justice n'ose pas poursuivre ». Chroniqueur dans le mensuel, M. François Brigneau, plume de référence de l'extrême droite, est éditeur dans l'hédohédo.

D'ambula, M. Jean Bourdier, directeur politique du Choc, donne le ton, et le sens, de ce dossier : « Il n'est pas naïf, écrit-il, que nous ayons assisté depuis quelques années, dans ce pays, à une montée de l'intolérance et du racisme. Mais de l'intolérance et du racisme pratiqués par quelques membres d'une communauté précise à l'encontre de tout le reste de la nation, semant ainsi des germes de rancœur et de discorde civile qui pourraient se révéler fort dangereux pour l'avenir ». M. Bourdier parle-t-il de quelque ciné-probe incendiaire ? Erreur !

Les « privilèges » de l'« anti-France »

« Cette communauté bien précisée — et qui ne demeure bien précisée que parce que certains de ses membres le veulent ainsi, — c'est la communauté juive. Pour M. Bourdier, les bons grains ne demeureraient pas mieux que de renoncer à un particularisme qui les désigne à l'attention ; mais les mauvaises graines qui sont des « apprentis dictateurs » présentent « leur communauté d'origine comme un groupement de martyrs héréditaires et professionnels ». « Ce soin est laissé à un certain nombre d'« activistes » pratiquant le racisme permanent », souligne M. Bourdier, sans préciser qui leur laisse « ce soin », sinon, à bien le lire, « la communauté juive » elle-même.

Faut-il en donner quelques « détails », si l'on peut dire ? « En usant du mot « crématoire », Le Pen ignorait tout simplement qu'il entrerait dans une propriété privée, écrit M. Bourdier. Les fours crématoires existent dans toutes les grandes villes de France et du monde entier, et fonctionnent à plein rendement, mais il est apparemment interdit de les nommer sous peine de heurter la sensibilité juive — ou, plus exactement, n'hésitons pas à le dire, de heurter la pseudo-sensibilité des juifs abusifs, les autres, à commencer par ceux dont les parents sont réellement morts en déportation, ne faisant pas tant d'histoires ». Les autres ? Encore une fois, M. Bourdier n'en dit pas plus.

Ceux qui sont réellement morts en déportation ? Idem. Il faudrait avoir l'esprit bien mal tourné pour voir à un soupçon de « révisionnisme » historique. M. Bourdier se contente d'asseoir que « le terme de « génocide » est maintenant une marque déposée ».

On est bien loin, à ce stade de l'éditorial, des bonnes et des mauvaises graines. « Les juifs, actuellement, n'ont de raisons de se plaindre de leur sort qu'en URSS — pays que certains d'entre eux détestent néanmoins avec acharnement, achève M. Bourdier. Partout ailleurs, ils se rangent généralement parmi les privilégiés ». Le tour est joué.

Pour ce qui est de l'« anti-France », dénoncée par M. Le Pen, National-Hédo en fait son affaire. Sur une double page, un article — anonyme — s'attache à dénoncer « ce racisme anti-goy ou plutôt de leur sort qu'en URSS », en citant sur des pages écrites et des journalistes juifs ainsi que sur deux publications : Globe de M. Georges-Marc Baraton, orthographe pour la circonstance « Ben Amou », et Passages, dirigé par M. Emilie Mallet. « Où les nazis contraignaient les juifs à afficher leur différence par le port d'une étoile, les juifs, au contraire, veulent imposer aux non-juifs de proclamer leur identité », écrit, entre autres, le courageux auteur de l'encolure qui, par une singulière interprétation historique, élève l'étoile jaune au rang d'un honneur identitaire fait aux juifs.

L'intégrisme juif existe, au même titre que l'intégrisme catholique ou l'intégrisme islamique. Tous les trois fonctionnent selon les mêmes critères sectaires de rejet et reculent concurrentiellement une menace totalitaire. La démarche qui va du colporteur de M. Le Pen aux articles consacrés par la presse d'extrême droite à « ces juifs » a cela d'exemplaire qu'elle trace une continuité dans la dénonciation, selon l'expression de M. Bachelot, d'un des lobbies de l'« anti-France », celui constitué par les juifs. Faut-il penser pour autant que, condamné pour antisémitisme en 1986, le président du Front national révèle en 1988 une nouvelle facette de sa personne qui s'était jusqu'alors plutôt consacrée à d'autres péripéties, les immigrés maghrébins ? Par avance, le docteur Bachelot avait donné sa réponse que d'aucuns dans la communauté juive ne sont pas loin de partager.

Au moment où l'extrême droite semble en perte de vitesse, il conviendrait donc d'admettre que M. Le Pen a « reconstruit » son discours sur un antisémitisme plus classique lui ouvrant un registre jusque-là peu exploité en dehors des sentiers battus, et rebattus, par les groupuscules fascisants avec lesquels les « pièces rapportées » du Front ont eu précisément la prétention de rompre pendant la campagne présidentielle.

OLIVIER BIFFAUD.



-10%*
LA CARTE**
JOUE LES
PERES NOEL

9 NOV. - 10 DEC.

-10% avec la Carte Printemps sur les jouets - le blanc - la décoration - les tapis - les bijoux fantaisie - l'horlogerie - la lingerie. Sauf articles points rouges. Escompte non cumulable avec d'autres escomptes. **Carte délivrée gratuitement après acceptation du dossier par Finedis.

Hausmann Italie Nation Parly2 République Ternes Vélizy 2

"Amnesty International rapport 88".
Le bilan des droits de l'homme.

AMNESTY INTERNATIONAL
RAPPORT 88
FLAMMARION
EDITIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL

année.

25.25.25

VAULT
XIL

et le soixante-dixième



Un soldat allemand en 1917. Il est à l'arrière-plan de la photo. On voit à l'avant-plan un soldat français en uniforme de combat.

La grande des rescapés

Les raisons de cette discrétion honteuse sont faciles à deviner : soucieuse de préserver à ses voisins l'image d'une nation ayant rompu avec un militarisme séculaire, l'Allemagne officielle ignore ses vieux soldats, et ceux de la première guerre mondiale payent également les crimes de la Wehrmacht nazie, même si, comme Willi Nothdurft, ils n'en faisaient pas partie.

Enquête

anniversaire de l'armistice des der »...

feu, ces deux officiers, deux instituteurs, et quinze survivants de leur compagnie parviennent à s'échapper. Le lendemain, les deux officiers furent fusillés, sans jugement, sur ordre de leur colonel, pour abandon de poste. « Et pourtant, ils ne pouvaient pas tenir. Ils ont été réhabilités après la guerre. Il n'empêche. C'était des instituteurs, peut-être des officiers de carrière les détestaient-ils. Ce sont pourtant les instituteurs d'avant 1914 qui ont gagné la guerre en faisant de nous ce que nous sommes. »

Jean Créange a parlé ainsi pendant deux bonnes heures. Il a raconté les mutineries de 1917. « C'est là le seul titre de gloire que je reconnaisse à Pétain, d'avoir limité au maximum la répression... » et ses propres « petites histoires » : le front d'Alsace, où il apprit « le bridge et le ski », la Meuse, Verdun à nouveau en septembre 1917, « l'affaire terrible du bois des Fosses ». Là, comme tout l'état-major du régiment, il est gazé. « Cela touchait les hommes surtout aux parties, à la gorge et aux yeux. Moi, ce furent les yeux, et j'y ai gagné la croix de guerre. »

Un dossier rose sur la table

Il a dit aussi combien la guerre parfois faisait relâche entre les stages, les permissions, les congés-maladie, et aussi en ces périodes de calme relatif où les batteries se contentaient de finir par tir de réglage « la hausse du jour ».

L'aspirant Créange, sous-lieutenant en 1916, lieutenant en 1918, l'admet : « S'il n'y avait pas eu cela, ces temps de relâche, je ne serais pas ici à vous raconter ma vie. » A dire que l'armistice le trouva au lit, rue d'Amsterdam à Paris, en convalescence de grippe espagnole. A raconter les aventures du vieux capitaine Créange, mobilisé en 1939 à proximité de la ligne Siegfried, puis démobilisé et « réfugié » dans les chantiers de jeunesse. A rappeler enfin qu'en juin 1986 il fut promu commandeur de la Légion d'honneur à

Verdun par le président de la République.

Il a demandé, presque comme un honneur, le droit à l'anonymat. Sa guerre, Bernard M..., quatre-vingt-onze ans, notaire, ne l'avait jamais racontée. C'est que cela ne regarde personne, la vie, ou la guerre, d'un notaire. Ou que l'homme, de caractère, n'avait pas de temps à perdre, à se retourner ainsi sur lui-même. Comme si l'intermède n'avait été qu'un combat préparatoire à la vraie bataille, celle de la réussite sociale.

Mais, puisqu'il avait décidé de parler, autant que cela fût bien fait. Presque comme un testament, un dossier rose sur la table, avec à l'intérieur des notes scrupuleuses et la feuille d'état de services du sergent M... Bernard, né le 13 octobre 1897, clerc de notaire. Toute une série de mentions manuscrites, année après année, pour une vie de poilu. Avec en bas une première citation à l'ordre du régiment soigneusement transcrite par quelque embusqué de l'arrière : « Jeune gradé supérieur d'entraînement et d'énergie, armé d'un grand esprit de sacrifice, est pour ses hommes un exemple constant de bravoure, a montré des qualités supérieures au cours des journées des 13, 14 et 16 août 1917. »

Fermez le ban ! serait-on tenté de dire. Et pourtant une vie de clerc « c'est-à-dire commis aux écritures, palefrenier, jardinier chez un cousin notaire » — projeté aux armées, cela peut être un roman. Le roman presque rose des trois frères, fils d'un modeste viticulteur. Tous trois partis à la guerre, en 1914, 1915, 1916. Tous trois dans l'infanterie, en première ligne. Tous trois revenus. Ou le roman presque picaresque de Bernard, le benjamin, qui quitta l'étude du cher cousin en 1914 pour aider ses parents aux travaux des champs. Et quitta ses chers parents en 1916 pour aider ses frères et la France.

Un jeune homme assez maigre pour inquiéter le major au conseil de révision était bien assez gras, en ces temps-là, pour faire un soldat d'infanterie. Bernard M...

part le 11 janvier 1916, à dix-huit ans à peine, et, après ses classes à Fontainbleau, est affecté au 162^e RI, départ pour le front le 26 août. La Meuse, et un premier souvenir fâcheux : les civils qui refusaient de donner de l'eau. Puis l'Argonne, puis l'Aisne, puis Verdun. M... Bernard M..., notaire, ne fait pas dans le détail. Il dit les transhumances à pied : « On portait notre maison, 25 kilos, sur le dos. » Il dit la souffrance des hommes, l'humidité surtout. Il dit l'apprentissage de la peur et de la soif. « Ces moments en première ligne, où on ne pouvait bouger, cloués au sol pendant une dizaine de jours. Là j'ai appris qu'on pouvait supporter la faim, mais pas la soif. »

Le fantassin fait sa guerre et la fait bien, avec soin et zèle, dans l'honneur et l'ordre. Il la fait, même s'il déteste ce qu'on lui fait parfois faire : construire un pont de bateaux sur l'Aisne, lui qui n'a jamais su nager. Ou subir l'atroce hiver 1917, quand chaque nuit plusieurs soldats mouraient de froid. « Une nuit dans une usine désaffectée, dans trois paillasses, et il fit tellement froid que l'une des trois paillasses nous servit de couverture, serrés dessous comme des harengs saurs. »

Où encore Verdun en 1917, cinq tonnes d'obus au mètre carré. « Ces six cents mètres d'avancée allemande qu'il a bien fallu leur reprendre. »

C'est là, dans un trou d'obus, qu'on verra le chercher pour en faire, après trois mois et demi, à Mourmelon, un sergent et même, s'il le veut, un officier. Sergent oui, officier non. « Pas question de commander à tant d'hommes. » Il devient donc sergent, un temps sous-officier d'observation en liaison avec une pièce de marine chargée d'essayer le derrière des Boches.

« On battait le monde entier »

Vient ce fameux 10 juin 1918. Dans l'Oise, le sergent M... s'avance entre les lignes, en pleine bataille pour localiser les Allemands. Blessé à une jambe par des éclats d'obus, il essaye de se cacher dans les blés. « Hélas trop courts », et est fait prisonnier par deux Allemands. « Ils m'ont invité à les suivre, voulant me faire porter un de leurs blessés. » C'est le début d'aventures presque picaresques. D'une femme où il a été conduit, un convoi se forme : « Sept cents bonshommes blessés, tous allemands, plus moi. Nous marchions, vaille que vaille, c'était cela ou les obus. Et à un moment, dans le ciel, un avion français a descendu une scissure allemande. Alors j'ai vu sept cents types se tourner vers moi en me montrant le poing et en criant. Il y avait un Lorrain, blessé allemand, à mes côtés. Je lui ai demandé ce que disaient ses copains. Ils disent qu'ils vont te casser la gueule. »

Les tribulations du prisonnier ne s'arrêtent pas là. « Il m'ont coté dans un camion aux roues corcées de fer. On a roulé pendant au moins vingt-quatre heures, et, avec les éclats d'obus dans la jambe, je vous prie de croire... » L'arrivée à Saint-Quentin, 11 000 blessés dans la cour de l'hôpital, puis le transfert en train à Hautmont, près de Maubeuge. « Une chaussure à la main comme oreiller... » Là, un major anglais m'a retiré les éclats d'obus au cou, sans anesthésie, bien sûr.

Enfin, six jours de train sanitaire, direction la Haute-Silésie, avec un pansement de papier et les plaies pleines de poux, et l'arrivée, après un passage à l'hôpital, au camp de Neuhamer. « Un immense camp, capable de recevoir 500 000 hommes, des baraquements de terre avec parquet de planches. » Comme beaucoup de soldats français, Bernard M... possède, dissimulés dans la ceinture, quelques louis d'or au cas où. Les Allemands le savent. Le directeur du camp, un Lorrain, aussi. « Il m'a dit : Vous avez des louis d'or, ils vont vous les prendre, confiez-les moi. Je l'ai fait. Et ce Lorrain, M. Wautrin, qui deviendra maire de Metz après la guerre, me les a rendus. »

Quatre mois de camps, sans trop de problèmes, sinon la faim, le sergent affecté à la surveillance des coils de la Croix-Rouge, une sortie toutes les semaines, un gardien, quatre prisonniers en route pour un bistrot du coin, et le 11 novembre annoncé, une heure après, par le commandant de Neuhamer.

« Un jour, raconte le sergent épingle, l'interprète du camp m'a dit : Vous Français, nous Allemands, si nous nous étions alliés, on battait le monde entier. Et je lui ai répondu : Mais pourquoi voulez-vous qu'on batte le monde entier ? »

PIERRE GEORGES.

le nouvel Observateur

TOUS LES JEUDIS

CETTE SEMAINE

SALAIRES-CARRIÈRES POUVOIR

LES FEMMES ATTAQUENT

TOUT EN COULEUR

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage: 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00). Astérix: 14 h et 17 h 30, sam., dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun. jeu.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vendredi: 20 h 15. Rel. dim. Eric Blanc: 22 h. Rel. dim.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le soir juste une minute? 18 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h, jeu., ven., sam. 21 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Jock: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Camp: mar. 20 h 45.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-95-90). Gérard Sely: 20 h 30. Rel. dim. lun. Bressan. Brel: 21 h. Rel. dim. lun.

Centre Georges Pompidou
9 et 12 novembre 20 h 30 11 et 13 novembre 16 h 00
TEXANE
danse/compagnie CLAUDE BRUMACHON
grande salle / 1^{er} sous-sol / location 42.74.42.19

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
DU 19 OCTOBRE AU 28 NOVEMBRE 88:
UNE VISITE INOCCUPANTE
COPI.
Mise en scène Jorge LAVELLI
Avec Michel Duchaussoy - Catherine Hegel - Philippe Jorris - Gérard Lartigau - Judith Magre - Pierre Vernier.
PRIX DE LA MEILLEURE CRÉATION FRANÇAISE 1988
Copi nous a laissé une pièce d'une galeté folle, si drôle que les spectateurs, de fou rire en fou rire, n'ont pas le temps de penser à l'incroyable défi de l'auteur.

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vendredi: 20 h 15. Rel. dim. Eric Blanc: 22 h. Rel. dim.

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vendredi: 20 h 15. Rel. dim. Eric Blanc: 22 h. Rel. dim.

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vendredi: 20 h 15. Rel. dim. Eric Blanc: 22 h. Rel. dim.

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vendredi: 20 h 15. Rel. dim. Eric Blanc: 22 h. Rel. dim.

LES SPECTACLES NOUVEAUX
(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., jeu., ven., sam. 11 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).

RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE
METZ: 17-20 NOVEMBRE 1988
RENSEIGNEMENTS: TEL. 87.75.14.58

GALERIE HORIZON
21, rue de Bourgogne
75007 Paris - 45 55 58 27
ZEMBORAIN
du 8 au 30 novembre

DOLBY STEREO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES
PARIS V.O.: UGC BARRIÈRE - GAUMONT AMBASSADE
GAUMONT ALÉRIA - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT HALLES
UGC DANTON - GAUMONT OPÉRA - 14 JUILLET BEAUGREUILLE
UGC LYON BASTILLE
V.F.: PARAMOUNT OPÉRA - MIRAMAR - GAUMONT CONVENTION
UGC GODELINS - NATION - CUCHY PATHE

Un film explosif, bouleversant, choquant.
DEBRA WINGER TOM BERENGER
dans un film de COSTA GAVRAS

la MAIN DROITE du DIABLE (BETRAYED)
IL AIME SA FEMME ELLE MEURT. POURQUOI?
avec JOHN HENRI - JOHN HENRI
Producteurs exécutifs: JOE EKSTENAS, MAL W. POLANSKI
Réalisateur: PATRICK BLISSER
Scénario écrit par JOE EKSTENAS
Produit par JOHN WHILLER
Rédigé par COSTA GAVRAS

DANS 24 H IL SERA MORT. POURQUOI?

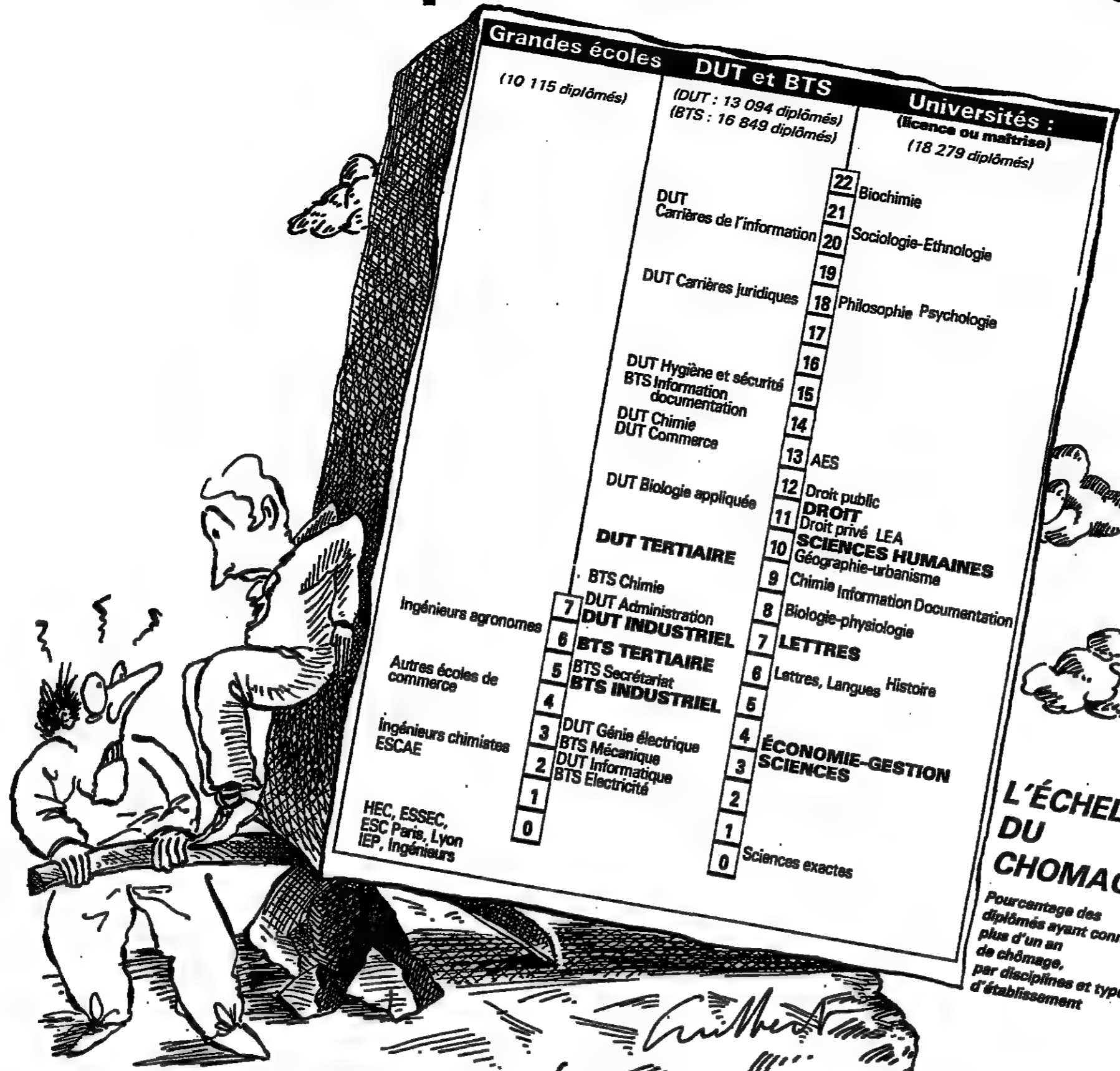
RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE
METZ: 17-20 NOVEMBRE 1988
RENSEIGNEMENTS: TEL. 87.75.14.58

GALERIE HORIZON
21, rue de Bourgogne
75007 Paris - 45 55 58 27
ZEMBORAIN
du 8 au 30 novembre

la MAIN DROITE du DIABLE (BETRAYED)
IL AIME SA FEMME ELLE MEURT. POURQUOI?
avec JOHN HENRI - JOHN HENRI
Producteurs exécutifs: JOE EKSTENAS, MAL W. POLANSKI
Réalisateur: PATRICK BLISSER
Scénario écrit par JOE EKSTENAS
Produit par JOHN WHILLER
Rédigé par COSTA GAVRAS

CHAMPSEANES
MICHELE MORGAN
FEMME HISTOIRE
LA GUYEYER JE
GRETTE GREDY
BERNARD MURAT
AS BINGE
TRICE AGENN
GANOVAS
RCK RAYNAL
téléphone 47 20 8

Les diplômes anti-chômage



(Suite de la page 29.)

Nouvelles venues à l'université, les LEA (langues étrangères appliquées) et l'AES (administration économique et sociale) n'ont pas encore trouvé leur place sur le marché du travail. Plus de la moitié des diplômés de LEA travaillent comme employés, l'AES, qui connaît une proportion relativement importante de chômeurs, conduit en majorité à des emplois intermédiaires (fonctionnaires, techniciens) ou d'employés.

Signalons également la situation très difficile de l'information et de la documentation, dans tous les types d'établissement. Cette formation illustre particulièrement bien le fait qu'un diplôme généralement coté, comme le DUT ou le BTS, est loin d'être, à lui seul, une garantie, s'il débouche sur un secteur professionnel mal assuré ou s'il ne correspond pas à des fonctions nettement définies.

Les DUT semblent particulièrement soumis à cette difficulté, à en juger par le nombre des spécialités qui connaissent un taux de chômage élevé : carrières de l'information, carrières juridiques, hygiène et sécurité, techniques de commercialisation... D'une façon générale, les BTS plus « ciblés » professionnellement sont mieux placés sur le marché de l'emploi que les DUT, en particulier dans le tertiaire (commerce, secrétariat, finances-comptabilité...).

La même remarque vaut pour les écoles de commerce où la hiérarchie bien connue entre les « grandes parisiennes », l'ensemble des ESCAE et les autres écoles se retrouve dans les chiffres du chômage, dans la possibilité d'accéder directement à un emploi stable, ou dans l'éventail des rémunérations.

Ainsi l'étude du CEREO conduit à minimiser la dichotomie classique entre les « bons » diplômés (ceux des études sélectives dans les écoles et dans les filières courtes) et les diplômés universitaires, considérés comme peu rentables. Mais elle en introduit une autre qui repose davantage sur le contenu des études et les programmes. Sur le marché de l'emploi, la discipline compte plus que le sceau du diplôme.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

On ne perd pas son temps à l'université

Moins de la moitié des étudiants réussissent en premier cycle, mais les trois quarts obtiennent un diplôme du supérieur. Et ceux qui échouent trouvent plus facilement du travail que les simples bacheliers.

MOINS de la moitié des étudiants obtiennent le diplôme de fin de premier cycle universitaire (DEUG ou diplôme d'études universitaires générales). Ce chiffre résume à lui seul le problème le plus grave qu'ont à résoudre les universités : la sélection par l'échec, dans les premières années d'études. Mais, dans sa sécheresse, il ne permet pas de savoir ce que deviennent réellement les étudiants qui entrent à l'université. Il masque en particulier le fait que celle-ci, du fait de son régime de libre accès, assume simultanément plusieurs fonctions très différentes : de formation, d'orientation, de promotion ou de culture générale.

Or chacune de ces missions répond à la demande de publics particuliers, même s'ils sont mêlés sur les mêmes bancs : les uns viennent acquérir une formation en vue de devenir des spécialistes dans un domaine donné ; d'autres ont besoin d'une période de test et de mise à niveau, avant de se diriger vers des études plus professionnelles ou de rechercher un emploi ; d'autres encore viennent prolonger à l'université des études commencées, souvent avec succès, dans des filières courtes (IUT, BTS) ; d'autres, enfin, recherchent une formation complémentaire, à visée plus culturelle que pratique.

Autrement dit, le « rendement » de l'université ne doit pas être mesuré uniquement par les taux de réussite à ses propres diplômes, mais aussi par la façon dont elle s'acquitte de ses autres tâches, en particulier de l'orientation.

Si nombre d'étudiants ne parviennent pas au terme du premier cycle, leur passage à l'université leur a permis soit de trouver une autre filière d'études, où leurs chances de réussite sont plus grandes, soit d'acquérir une formation générale qui leur sera utile pour trouver un emploi.

Ce phénomène est bien mis en lumière par deux enquêtes du CEREO. La première, réalisée par Alain Charlot, a consisté à suivre la promotion des bacheliers de 1983 qui se sont inscrits la même année à l'université. Elle montre que, si le « rendement apparent » du système est effectivement faible, les « chances individuelles de réussite » des étudiants sont, elles, beaucoup plus élevées. En effet, trois ans après leur entrée à l'université, 75 % des bacheliers ont un diplôme ou sont pratiquement assurés d'en obtenir un.

En 1986, la situation de nos bacheliers de 1983 était la suivante :

- 50 % avaient obtenu le DEUG et étaient, pour la plupart, en deuxième cycle ;
- 25 % s'étaient réorientés, généralement dès la première année, vers d'autres filières à caractère plus professionnel (écoles diverses, IUT, BTS, paramédical) ;
- 10 % étaient toujours en premier cycle ;
- 15 % avaient abandonné les études sans diplôme.

Si l'on admet que les 25 % réorientés sont pratiquement sûrs d'avoir leur diplôme, — étant dans des filières sélectives où les échecs sont rares — et qu'une partie de ceux qui sont toujours dans le premier cycle (généralement parce qu'ils ont changé de filière) finiront bien par obtenir le DEUG, on peut en déduire que les trois quarts environ de nos bacheliers auront un diplôme d'études supérieures.

Les difficultés

des bacs techniques

Ce schéma général présente des variations assez sensibles selon les disciplines. Le taux de passage dans le deuxième cycle est plus élevé en sciences et en lettres qu'en médecine et en droit. Les réorientations vers d'autres filières sont plus fréquentes en médecine (paramédical) et en sciences (IUT, STS). Les sorties sans diplôme sont les plus élevées en droit et en lettres. Elles sont faibles en médecine et en pharma-

cie, où, par contre, la stagnation en premier cycle est plus forte.

Mais c'est la distinction entre bac général et bac technologique qui est la plus discriminante. Le taux de passage dans le second cycle n'est que de 16 % pour les bacs technologiques ; celui des sorties sans diplôme s'élève à 48 %, contre 14 % pour les bacs généraux.

On peut s'étonner du chiffre de 50 % d'admis au DEUG, nettement plus optimiste que celui qui est communément retenu. L'explication, selon le CEREO, est la suivante : son enquête porte sur les bacheliers qui s'inscrivent aussitôt à l'université et ne font que cela. Or ils ne représentent qu'une partie seulement des inscrits : 75 % selon l'auteur de l'étude. Il faut y ajouter ceux qui se sont également inscrits dans un autre établissement à titre principal (5 %) ; ceux qui entreprennent des études universitaires après avoir déjà suivi d'autres formations, soit à l'université (8 %), soit dans d'autres établissements (9 %) ; ceux enfin qui ont en leur bac plusieurs années auparavant et qui ont retardé leur entrée dans l'enseignement supérieur (2 %).

Tous ces étudiants-là n'ont pas les mêmes projets, ni les mêmes motivations que ceux qui suivent un cursus normal. Ils n'ont pas non plus les mêmes taux de réussite — ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux ne recherchent pas d'abord un diplôme mais une formation complémentaire, notamment dans les disciplines littéraires. Mettre tous ces inscrits dans le même sac, en com-

parant leurs résultats académiques, n'a donc pas beaucoup de sens.

Reste une question préoccupante : que deviennent les 15 % (au moins) d'étudiants qui abandonnent sans aucun diplôme ?

Une autre enquête du CEREO, réalisée par Jean-Luc Pigelet, sur « l'insertion professionnelle des sortants au niveau IV » (c'est-à-dire des jeunes entrant sur le marché du travail avec le niveau du baccalauréat) apporte à ce sujet des précisions très éclairantes.

Prime

aux études

Le « niveau IV » comprend à la fois des non-bacheliers, des bacheliers, et des jeunes ayant commencé des études supérieures sans obtenir de diplôme. L'ensemble de cette population ne connaît pas trop de difficultés puisque la moitié de ces étudiants trouvent du travail immédiatement après l'interruption des études et 80 % au bout de neuf mois. Mais il est intéressant de constater que ceux qui ont commencé des études supérieures accèdent à des emplois plus qualifiés que les autres : techniciens, enseignants, personnels de santé.

Ainsi, le passage dans l'enseignement supérieur, même s'il se solde par un échec, apporte un avantage sur le plan professionnel. Cette prime aux études joue pour toutes les séries de baccalauréats, mais de façon plus nette pour les séries scientifiques et industrielles (C, D ou F). Elle est

beaucoup moins sensible pour les bacs tertiaires (G).

Ces diverses observations du CEREO sont plutôt réconfortantes : elles montrent que l'université n'est pas cette machine tournant à vide si souvent dénoncée. Par-delà les calculs froids sur le « rendement » du système, il y a une réalité plus chaleureuse qui est l'usage qu'en font les utilisateurs et le profit individuel qu'ils en tirent.

On peut évidemment s'interroger sur le coût économique et humain d'une institution qui attire un nombre important de jeunes dans des formations longues, pour les « recycler » ensuite vers des études courtes à caractère professionnel ou directement sur le marché du travail. Allongement excessif des études, expérience de l'échec, surcharge des formations universitaires... Les inconvénients d'un système qui mêle des populations aussi hétérogènes sont évidents.

Faut-il les répartir dès la première année dans des structures distinctes, dont certaines seraient d'un accès limité pour être plus efficaces ? Ou concevoir le premier cycle comme une entité pédagogique autonome largement ouverte, mais où les étudiants seraient mieux suivis individuellement ? Les deux formules ont leurs partisans.

Ces questions sont en tout cas au centre des débats qui se poursuivent sur l'organisation du premier cycle. Car, si la réalité est moins sombre qu'on le dit souvent, il paraît difficile de maintenir en l'état un système aussi aveugle sur ses propres objectifs.

F. G.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Religions

Texte principal de la page 'Religions'.

Événements

Texte principal de la page 'Événements'.

Jeux

Texte principal de la page 'Jeux'.

Recherche et Développement
Hoechst High Chem
Nous sommes filiale d'un des leaders mondiaux de la Chimie et de la Pharmacie.

RESPONSABLE DES DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES
Sa mission sera de prendre en charge un potentiel d'environ 20 personnes pour réaliser les projets informatiques dans les domaines de :

LAMBERT
Le Groupe LAMBERT - CA 3,5 milliards - recherche pour l'une de ses filiales industrielles en pleine expansion :
DIRECTEUR DE PRODUCTION

PARTICIPEZ A NOTRE REUSSITE
SEGIME INDUSTRIE
recherche dans les domaines :

Stratégies et Technologies Nouvelles
Société de conseil et d'ingénierie en pleine croissance, nous apportons à nos clients un savoir-faire de haut niveau : informatique de gestion, bureautique, banques de données pluridisciplinaires, télématique.

INGENIEURS ELECTRICIENS CONFIRMES
TECHNIP est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés.

LYON IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche
INGENIEUR D'ETUDES
Département Etudes et Développement d'Équipements pour véhicules

DECouvrez LA DIMENSION CREDIT LYONNAIS
INGENIEUR TELECOM
X, SUP TELECOM...
Nous disposons d'un groupe de télécommunications que nous souhaitons adapter à l'évolution technologique et à l'arrivée du RNIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**INGENIEURS D'AFFAIRES
GENIE CIVIL INDUSTRIEL**

TECHNIP est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés.

Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi. Au sein du département **GENIE CIVIL/BATIMENT** de notre siège social situé à la Défense, vous assumerez :

- la responsabilité de l'ingénierie génie civil des bâtiments industriels,
- le rôle complet d'animateur d'équipe et de gestionnaire d'affaires.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (ESTP, ENSAM + CHEBAP), vous pouvez vous prévaloir :

- d'une **EXPERIENCE REUSSIE DE 3 A 5 ANS** dans la fonction,
- d'une connaissance élargie des techniques de la spécialité (Béton, Charpente, VRD),
- de qualité de polyvalence et de communication.

Bien entendu, vous maîtrisez la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence GC à **TECHNIP** Division du Personnel - Cedex 93 - 92090 PARIS LA DEFENSE.



ANNECY

SNR

SNR ROULEMENTS : une Société de 3.500 personnes, un Groupe de 4.500 personnes. 2 milliards de chiffre d'affaires. Leader en France dans son domaine. n° 2 européen pour les produits à destination de l'automobile.

Nous sommes dans une phase d'investissements élevés et de transformation rapide de nos moyens de production. Pour renforcer notre compétitivité mondiale, nous recherchons un :

INGENIEUR ACHATS INDUSTRIELS

Le poste, centré sur l'achat de machines et de lignes de fabrication fortement automatisées comporte :

- l'élaboration des cahiers des charges en coopération avec les Directions Techniques et Industrielles,
- la recherche et l'évaluation des fournisseurs capables d'appliquer la démarche "QUALITE TOTALE",
- la négociation des contrats.

Il implique :

- la maîtrise de la langue anglaise
- des déplacements en France et à l'Étranger (Europe principalement)

Le candidat apporte :

- une formation d'INGENIEUR GRANDES ECOLES (spécialité ou option mécanique),
- si possible une formation complémentaire dans l'achat industriel,
- le goût de faire travailler ensemble le fournisseur et nos techniciens,
- mais aussi le plaisir de négocier pour optimiser tous les actes d'achats.

Une expérience de quelques années est appréciée, mais nous sommes prêts à former un débutant à fort potentiel capable d'évoluer plus tard dans la Société.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous référence 119 à : **SNR ROULEMENTS** - Service Emploi - 1 rue des Usines - 74010 ANNECY.

Ingénieur électronicien

Une importante Entreprise de l'Électronique professionnelle de pointe, se développe en concevant, industrialisant et commercialisant des équipements d'une grande complexité. Elle recherche un

INGENIEUR RESPONSABLE DE LA REMISE EN ETAT DE CES EQUIPEMENTS

Rattaché au Chef du Service Logistique, il aura à diriger une vingtaine de techniciens et d'agents de fabrication répartis sur 2 sites (Paris et Province).

Son action portera en particulier sur :

- la planification des charges de travail,
- l'encadrement technique de 2 plateformes,
- le suivi et la maîtrise des coûts, la justification des devis pour le SAV, la discussion des forfaits,
- les objectifs à tenir dans les domaines de la qualité et des délais,
- le suivi technique des matériels, leur fiabilité, et la contribution à leur amélioration,
- la participation à la formation des clients pour la maintenance.

Ce poste convient à un ingénieur électronicien de formation ayant une expérience de 5 années passées en Direction Industrielle et de classification position II de la CCN de la Métallurgie.

Nous recherchons en lui des qualités :

- de technicité,
- d'animation et de direction,
- d'organisation et de critique constructive débouchant sur des propositions d'amélioration.

Il est impératif de posséder la nationalité française.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature, sous réf. 7185-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Société d'INGENIERIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE en forte expansion recherche, en proche banlieue Sud de Paris, un

Ingénieur de projet Logiciel Temps réel

1 RMK / INTEL ou OS9 / 68000

VOUS :

- 2530 ans, Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire,
- une première expérience (2 à 4 ans environ) de développement d'applications en temps réel et tout particulièrement sous 1 RMK ou OS9.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'être totalement responsable de PROJETS D'ENVERGURE, en contact direct avec notre clientèle,
- d'intégrer une structure souple qui favorise l'autonomie et l'initiative,
- de participer à l'expansion d'une Société en plein essor.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle réf. 59.1697 LM à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

Notre entreprise, membre d'un groupe européen important, recherche un :

CHEF DE PROJET SYSTEMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Ingénieur Grande Ecole, Matériel/Logiciel.

C'est avant tout un expert orienté RNLS. Il possède une expérience professionnelle de 10 années dans les systèmes de communication d'entreprise et/ou une expérience significative de la conduite de projets temps-réel.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Le poste est basé en région Rhône-Alpes dans un environnement touristique attractif.

L'appareil de production et le centre de recherche disposent des dernières technologies appliquées à la téléphonie et à son environnement.

Merci d'écrire à **CONTESSÉ PUBLICITE** (s/réf.50508 sur l'enveloppe), 3 rue Pierre Robin 69363 LYON CEDEX 07 qui transmettra.

Une fiche plus complète concernant le poste à pourvoir peut être demandée en téléphonant au 78.56.90.23.

Le GIE LVMH RECHERCHE (Groupe LVMH - Moët Hennessey, Louis Vuitton) recherche un :

INGENIEUR CHIMISTE TEXTILE OU CUIR

Pour diriger les études dans le domaine de la Bagagerie-Maroquinerie...

En liaison avec le Service Création de Louis Vuitton Malletier, vous établirez puis conduirez les programmes de recherche qui seront réalisés dans les laboratoires français ou étrangers, ou dans les propres laboratoires du GIE.

Pour réussir dans vos missions, vous avez une formation d'ingénieur en Chimie Textile ou en Tannerie, que vous avez complétée par une expérience de 5 ans en Recherche Fondamentale ou Appliquée dans le domaine des Finissages Textile ou Cuir. Vous possédez une bonne maîtrise de la langue anglaise. Le poste est situé en région parisienne (proche banlieue Ouest). Vous souhaitez développer vos compétences dans un groupe prestigieux et de notoriété mondiale.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo, prétentions) à **LVMH RECHERCHE**, M. MEYBECK, 50 rue de Seine, 92704 COLOMBES Cedex.

GE medical Systems est le n° 1 mondial de l'imagerie médicale (radiologie, scanner, résonance magnétique, ultrasons, nucléaire). General Electric CGR en est le pôle européen. Nous recherchons :

Chef de Service Communication Marketing

Rattaché au Directeur de la communication, il aura pour mission de définir une politique européenne de promotion des produits et d'en suivre l'application avec les chefs de publicité. Réf. CPCM/M

Chef de Publicité Radiologie

Sa mission sera de développer, au niveau européen, les outils d'information et de promotion des produits (brochures, vidéo, séminaires, publicité, expositions...). Réf. CPR/M

Ces deux postes nécessitent des personnalités ayant une bonne expérience de ce type de fonction, capables de diplomatie et de persuasion, parlant couramment l'anglais et le français. Elles devront pouvoir s'intégrer dans une équipe de professionnels de la communication, parfaitement soudée et fonctionnant comme une agence (directeur artistique, chef de fabrication, chef de publicité...). Des voyages courts mais relativement fréquents sont à prévoir (Europe-USA). Une formation médicale serait un sérieux atout (médecin, ingénieur biomédical).

Veuillez adresser votre candidature avec lettre manuscrite, curriculum vitae et photo, en précisant la référence du poste choisi à **GE CGR**, Direction de la Communication, 191, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

General Electric CGR

Le Monde CADRES

UNE JEUNE INGÉNIEUR

Charge d'études

Une fonction stratégique dans notre entreprise

CAPFOR

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe spécialisé dans l'immobilier d'entreprise
recherche
pour sa filiale chargée du développement
UN(E) JEUNE INGÉNIEUR
Centrale, Arts et Métiers, ESTP ou équivalent, éventuellement complété par l'ICL.
Ayant une expérience de 5 ans environ dans l'immobilier.
Chargé, dans le cadre d'une équipe dynamique, du montage des opérations.
Si vous associez rigueur et créativité, veuillez adresser votre C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et présentations à :
M. LE DIRECTEUR, C.G.I. DÉVELOPPEMENT
18, rue des Sorins, 92000 NANTERRE - LA DÉFENSE.

SECM
recherche pour
ÉTABLISSEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE
(Région Parisienne)
4 candidats libérés des obligations militaires.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEUN
Responsable des études, de la définition et de la coordination technique de la réalisation de systèmes radars, de systèmes de communications et d'électronique de mesure.
Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, possédant également une spécialisation en traitement du signal et télécommunication, le candidat devra posséder des aptitudes certaines à travailler en groupe et à négocier.

INGÉNIEUR PHYSICIEUN
Chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'exploitation de programmes d'essais notamment en soufflerie basse vitesse. Ce poste nécessite des connaissances précises en mécanique des fluides, mesures physiques et instrumentation.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

INGÉNIEUR DE RECHERCHE EN MÉCANIQUE
Chargé des études de modification du comportement des matériaux dans des conditions de sollicitations dynamiques et du développement de logiciels spécifiques (en collaboration avec un Ingénieur Informaticien).
Le candidat devra également posséder des connaissances relatives à la transmission des ondes et démontrer une grande compétence en matière d'encadrement et de négociation.

TECHNICIEN
Il aura pour mission de participer à la préparation, à la conduite et à l'exploitation d'essais.
Titulaire d'un DUT ou équivalent, le candidat possédant des connaissances de base en Physique-Chimie et spécifiques en instrumentation, mesures et mécanique des fluides / basse vitesse.

Merci d'adresser CV, photo et présentations en précisant le poste choisi à l'attention de **M. Alain GRAMOLA**
SECM COUNSELLING - 66 Champs Elysées - 75008 PARIS

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ASSOCIATION DE FORMATION PARIS 8ème
recherche
Chargé d'études
Rattaché au Secrétaire Général, il aura à effectuer des études pour proposer aux adhérents des solutions et des axes d'actions dans une optique prospective et évolutive.
Cadre débutant, de formation scientifique (Université ou école).
- sachant et aimant rédiger notes et rapports,
- ayant le sens du contact et de la négociation,
- parlant parfaitement une langue étrangère (de préférence allemand ou anglais),
Déplacements fréquents sur tout le territoire national.
Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, et présentations sous référence **GS-CA-88209 à EUREMPL01**, 66 rue La Fayette, 75009 Paris.

RESPONSABLE SERVICE INGENIERIE
Nous vous proposons de prendre la Direction d'un Service, ayant une ambition de développement très importante. Vous avez une solide expérience de l'animation d'équipe, et des relations commerciales et techniques de haut niveau. Vous êtes capable :
- de coordonner les grands projets à l'intérieur de l'entreprise, mais aussi sur les chantiers,
- d'être un soutien technique et un formateur à l'échelon national,
- de développer votre chiffre d'affaires, en assurant une bonne rentabilité.
Ce poste convient à un Ingénieur de haut niveau (Centrale, Supélec, Mines), ayant une expérience confirmée de ce type de fonction.
Nous vous offrons l'opportunité d'un poste destiné à évoluer.
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre Conseil **REVEL INDUSTRIE**, 31, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

NOTRE SOCIÉTÉ LEADER DANS UN DOMAINE EN PLEINE CROISSANCE FAISANT APPEL A DES TECHNIQUES DE POINTE AVANCEES INVESTIT ÉGALEMENT DANS LES HOMMES.

Une fonction stratégique dans notre entreprise
Nous sommes un groupe industriel français leader mondial sur le marché spécialisé dans la fabrication des produits "sans technologie" (C.A. supérieur 400 MF, 420 personnes).
Nous recherchons pour participer à notre expansion
Responsable du département logistique
Au sein de notre Division Industrie : - vous dirigerez une équipe de 20 personnes, - participerez à la construction des programmes, - vérifierez leur faisabilité en matière de coûts, délais et capacités, - coordonnerez en toute autonomie les ordres d'approvisionnement et de fabrication, - déciderez des priorités de fabrication en tenant les risques et les anticipations, - planifierez prévisionnellement votre budget, les approvisionnements et les stocks.
Nous recherchons un ingénieur de 35 ans environ, de formation (AM, ENL...) à dominante mécanicien, possédant une expérience industrielle de plusieurs années de préférence en gestion de production. Vous connaissez des différents secteurs de l'entreprise comme un pros.
La connaissance de l'anglais est indispensable pour une maîtrise intégration et évolution dans notre milieu international.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous la réf. **COFL/11/LM** à notre conseil **J.C. ALESSANDRINI - CAPFOR NORMANDIE - 22, bd de la Mame - 76000 ROUEN**.
Informations Minitel : 3615 code **CAPFOR**.

CAPFOR
PARIS - LYON - ANZANNEVILLE - NANTES - CLEMENT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - ACHYTOULOUS - BRIST - NICE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

JEUNES INGÉNIEURS GENERALISTES
Devenez aujourd'hui opérationnels en usine!
Cette société (1 800 personnes, 2 Milliards de F de CA, 30 % à l'export) fait partie de l'un des trois premiers groupes industriels français. Elle est spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques, destinés à des marchés industriels et professionnels. Elle connaît aujourd'hui des perspectives de forte croissance, qui la conduisent à développer ses staffs en Usine.
Jeune Ingénieur Généraliste, vous prendrez en charge des postes d'exploitation et de production, couvrant les responsabilités suivantes : direction d'équipes (80 à 100 personnes), avec la supervision des procédés, des investissements et des études produits, responsabilité de la gestion (productivité, qualité, délais, coûts).
Ces postes nécessitent une réelle motivation pour l'ANIMATION ET LE DEVELOPPEMENT des hommes. Un première expérience industrielle ou technique (2 années environ) vous ont permis de confirmer votre intérêt pour ce type de challenge. La réussite dans les missions proposées vous conduira à évoluer à terme sur des postes de Direction d'Usine.
Les postes sont basés à proximité de villes moyennes de l'Est de la France. Les conditions offertes (rémunération, perspectives de carrière dans la Société ou dans le Groupe) sont de nature à motiver des professionnels de valeur.
Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV complet sous réf. **M 131 C** à notre Conseil **NEMESIS**, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

Société spécialisée dans le service aux entreprises recherche pour son siège à Paris 8ème, son
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
Au sein d'une société d'implantation nationale (effectif 1000 personnes) en pleine expansion, avec l'appui d'un groupe important, vous participerez activement à son développement.
Intercuteur des directeurs régionaux, vous proposerez et ferez appliquer la politique de l'entreprise en gestion, administration du personnel et relations sociales.
Dynamique, de formation juridique supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie dans la fonction.
Envoyez lettre manuscrite, C.V. et présentations sous réf. **9183 à DRG-Valeux Conseil - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS** qui transmettra.

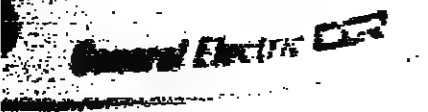
SECED - RESEARCH INTERNATIONAL
recherche
UN DIRECTEUR D'ÉTUDES H/F
Filiale française du premier groupe mondial d'études spécialisées qui connaît une forte expansion.
Le/la candidat(e) idéal(e) aura :
- 3 à 5 ans d'expérience des études en institut ou chez l'annonceur ;
- l'expérience du milieu bancaire ;
- la maîtrise impérative de l'anglais ;
- la volonté de développer l'activité qui lui est confiée.
Le groupe **RESEARCH INTERNATIONAL** offre de nombreuses possibilités d'évolution de carrière en France et à l'étranger.
Vous êtes intéressé(e) ?
Envoyez C.V., rémunération actuelle et lettre manuscrite à :
M^{me} C. Lavalley - SECED-RI - 72, rue Rogeon, 75040 PARIS CEDEX 13.

Importante société française de second œuvre
recrute pour la France et l'Étranger
CHEFS D'AGENCES ou de FILIALES
De formation minimum B.T.S. ou I.U.T. génie civil ou similaire expérimentés et ayant un tempérament d'entrepreneur.
Ils devront prendre en charge :
(après un stage d'adaptation interne)
- l'organisation et la gestion de leur secteur
- la réalisation des travaux
- la direction de son personnel
- les relations commerciales
Rémunération motivante liée aux résultats.
Pour poste à l'EXPORT maîtrise parfaite de l'anglais exigé.
- Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et présentations
Le Monde publicité sous n° **8867**, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ANNECY
INGENIEUR CHATS INDUSTRIELS

Ingénieur de projet
Temps réel
/ INTEL ou OS9 / 68000

Le Monde CADRES

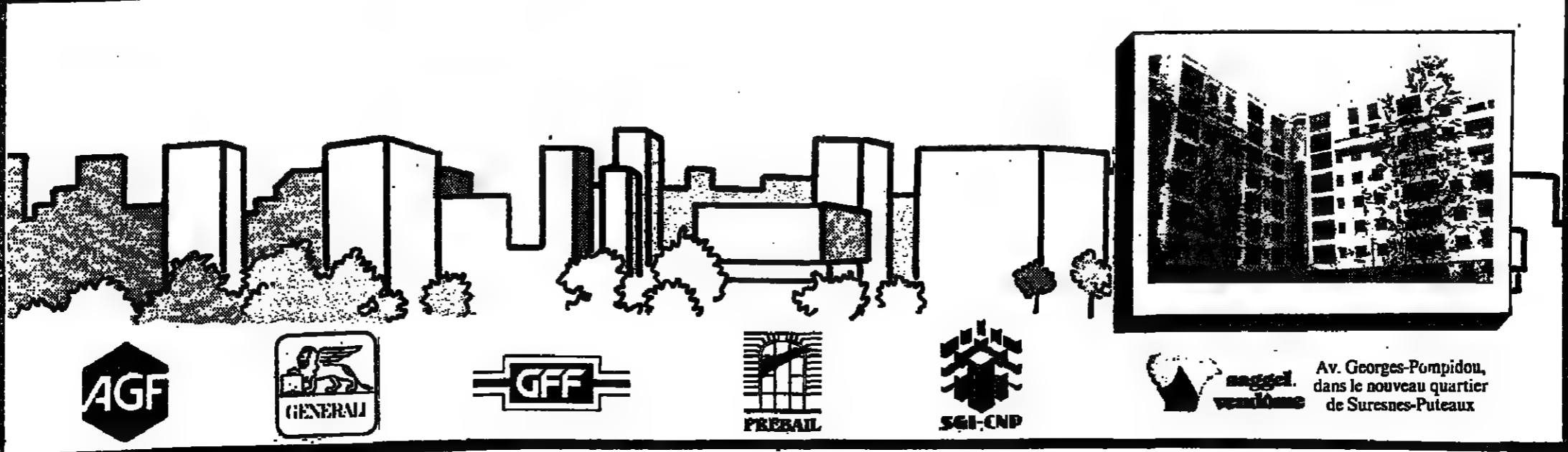


LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels.

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 3^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 45 m ² , 2 ^e étage	4 800 525	OUI	7/9, rue des Arquebussiers SAGGEL 47-42-44-44	Proche place des Voeges chauff. en + Vis./r.v.	Studio 29 m ² , r.-de-ch.	3 000 425	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-68	Jardin privé, sur parc
PARIS - 7^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 110 m ² , 3 ^e étage	11 600 1 640	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades, GCI 40-16-28-68	Vue directe sur parc
2/3 Pièces 92 m ² , 2 ^e étage	5 300		4, av. Emile-Accolas SAGGEL 47-42-44-44	Champ-de-Mars Grand standing, Vis./r.v.	3 Pièces 61 m ² , 2 ^e étage	2 880 980	OUI	Versailles 27, rue Champ-Lagarde SGI /CNP 47-42-17-61	BNCF Hauts de Montrouil, libre de suite
3/4 Pièces 96 m ² , 4 ^e étage	8 700 623		195, rue de l'Université SAGGEL 47-42-44-44	Imm. p. de t. Vis./r.v.	5 Pièces 93 m ²	4 670 307	OUI	Villepraux 10, impasse de Chantepie SGI /CNP 47-42-17-61	libre de suite
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT				
5 Pièces 95 m ² , 1 ^e étage	5 970 750	OUI	5-8, rue des Bluscs AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	3 Pièces 74 m ² , 2 ^e étage	5 700 750	OUI	66 bis, avenue Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-58-88	Imm. neuf grand standing
4 Pièces 85 m ² , 1 ^e étage	5 700 972	OUI	4, av. de Tallebourg SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis./r.v.	2 Pièces 51 m ² , 3 ^e étage	4 200 800	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-58-88	Imm. neuf Grand stand, av, balcon
4 Pièces 87 m ² , 2 ^e étage	5 380 928	OUI	35, rue Emile-Lapeau SGI /CNP 47-42-17-61	N ^e Charonne Libre de suite	PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT				
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT				
3 Pièces 78 m ² , 2 ^e étage	5 910 887	OUI	133, av. de Clichy GFF 42-28-96-88	Chauffage électrique Sur r.v.	4 Pièces 95 m ² , 4 ^e étage	7 600 1 620	OUI	67, rue du Mont-Cenis AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					78 - YVELINES				
4 Pièces 88 m ²	7 900 726	OUI	63, rue de la Plaine GFF 43-73-73-80	Maison indiv. rdc., prox. RER Nation. Sur r.v. gardienné, chauff. élec.	4/5 Pièces 89 m ² , 2 ^e étage	4 680 786	OUI	La Meuril-Saint-Denis 5, rue E-Picard GFF 48-02-36-86	Duplex, e/piece. Samedi 12 nov., 11 h / 13 h et 15 h / 18 h.
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 87 m ² , 1 ^e étage	5 910 822	OUI	17, r. Parent-de-Rosan PRÉBAIL 45-27-06-37	M ^e Pte d'Auteuil, libre de suite, prox. Roland- Garros / P. des Princes.	4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 850 820	OUI	14, rue Paul-Lafargue GFF 47-67-00-17	S./r.v., de 15 h à 19 h Chff base appoint
2 Pièces 51 m ²	4 488 606	OUI	4, rue Nungesser-et-Coll SGI /CNP 47-42-17-61		4 Pièces 87 m ² , 2 ^e étage	5 060 988	OUI	Puteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Imm. neuf, standing Vis./r.v.
3 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	7 000 1 410	OUI			5 Pièces 104 m ² , 3 ^e étage	5 100 1 300	OUI	Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Immeuble neuf, standing Vis./r.v.
2 Pièces 61 m ² , 2 ^e étage	5 500 810	OUI			3 Pièces 78 m ² , 14 ^e étage	5 060 1 250	OUI	Puteaux Av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Immeuble neuf, standing Vis./r.v.
2 Pièces 57 m ² , 1 ^e étage	3 000 622	OUI			Studio 58 m ² , 3 ^e étage	3 348 793	OUI	Puteaux 12, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 850 820	OUI			4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	5 880 800	OUI	Saint-Cloud 32, rue du Calvaire SGI /CNP 47-42-17-61	SNCF, Vai d'Or ou Saint-Cloud
4 Pièces 87 m ² , 2 ^e étage	5 060 988	OUI			94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	5 292 1 191	OUI	13, rue des Erables SGI /CNP 47-42-17-61	Tennis, prox. C. claf Parly II, appt stand., libre de suite	4 Pièces 88 m ² , 2 ^e étage	4 876 727	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis./r.v.
94 - VAL-DE-MARNE					94 - VAL-DE-MARNE				
94 - VAL-DE-MARNE					94 - VAL-DE-MARNE				



Av. Georges-Pompidou,
dans le nouveau quartier
de Suresnes-Puteaux

SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
43-55-17-50

BIEN DE VENTES
COLUMBIA
43-55-17-50

L.P. BRETZ
MONTPARNASSE 14
43-55-17-50

CIDES
43-55-17-50

PARIS 47 23 54 06

PARISIENNE 47 76 44 34

Lang Woodton

Économie

AFFAIRES

Déficitaire en 1987

Wang redresse ses comptes et sa stratégie

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Dans la tourmente depuis 1986, avec des pertes qui s'élevèrent à 70,7 millions de dollars (430 millions de francs) en 1987 pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars (17 milliards de francs), Wang, le constructeur d'ordinateurs américains, amorce sa convalescence. D'une santé encore fragile — il a dégagé 92,7 millions de dollars de bénéfices pour son exercice fiscal clos le 30 juin dernier, soit environ 3% de son chiffre d'affaires — Wang compte néanmoins revenir sur le devant de la scène grâce à FreeStyle, un nouveau produit annoncé récemment à New-York.

Fonctionnant sur des micro-ordinateurs IBM PC ou compatibles, FreeStyle permet en effet non seulement d'enregistrer dans la mémoire de la machine des informations saisies au clavier, mais aussi des images, des textes écrits à la main ou encore des commentaires sonores. Une aubaine pour les alle-

giques à la dactylographie, qui pourront désormais « entrer » leurs informations dans le micro-ordinateur, soit oralement — par l'intermédiaire d'un combiné téléphonique, — soit par écrit — en utilisant un crayon électronique et une tablette (équivalent d'une feuille de papier). Images, voix et données coexistent alors dans la mémoire de l'ordinateur (1).

Ces informations peuvent ensuite s'afficher à l'écran. Elles peuvent aussi être transmises, soit vers d'autres micro-ordinateurs munis du même dispositif, soit vers un télécopieur. Le coût d'une unité incluant le micro-ordinateur le scanner pour digitaliser l'image est de 12 000 dollars (72 000 F). Mais une version de base à 2 000 dollars (12 000 francs) est également disponible pour les personnes déjà équipées d'un ordinateur personnel.

Avec ce système, Wang, qui a longtemps pâti d'une réputation de fabricant limité aux machines de traitement de textes, réaffirme donc sa nouvelle orientation stratégique

vers un traitement de l'information, au sens large, et à l'aide d'une large palette de produits : micro et mini-ordinateurs, mais aussi centraux téléphoniques.

Le développement des micro-ordinateurs d'une part et des stations de travail graphiques (comme celles proposées par Sun ou Apollo) d'autre part ne permet, en effet, plus à un constructeur de vivre sur le seul marché des mini-ordinateurs, ce qui fut jusqu'à très récemment le cas de Wang. D'autant moins que ce marché est dominé par deux géants, DEC et IBM, qui en occupent environ 60%, à comparer aux 3,4% détenus par Wang en 1987.

directe. Enfin, en raison du ralentissement du marché américain — dont la croissance n'a même pas atteint 1% cette année — la société a intensifié sa présence en Europe (+16,9% en 1988) et surtout en Asie (+29,4%). Un marché de prédilection pour An Wang, le fondateur de la société, qui quitta son pays natal, la Chine, en 1945. Toujours très présent à la tête de sa société, dont il est encore le *chief executive officer*, le « docteur » An Wang est titulaire d'un doctorat de Harvard — à néanmoins laisser, il y a deux ans, les rênes opérationnelles du groupe à son fils Frédéric.

Cette nomination, qui fit alors quelques remous (provoquant en particulier la démission de John Cunningham, le numéro deux de l'époque), a accru, dans un premier temps, les difficultés de la société. Depuis, Frédéric Wang semble avoir fait la preuve de ses qualités de manager. En outre, grâce à lui, non seulement le pouvoir financier mais aussi le pouvoir exécutif restent entre les mains de la famille Wang, qui détient 55% des droits de vote, mettant ainsi l'héritage familial à l'abri des raiders.

Héritage familial

Malgré les pertes enregistrées en 1987, Wang, qui dut licencier à l'époque plus de mille personnes sur les trente mille environ employées dans le monde, n'a, en revanche, freiné ni ses investissements (1,2 milliard de dollars en 1988) ni ses dépenses de recherches et développement (246 millions de dollars). Wang, conscient de la convergence grandissante entre les télécommunications et l'informatique, a en effet, dès 1982, acquis des participations dans des sociétés de télécommunication : elle possède actuellement 10% de Telenova et 100% de Intecom.

Outre l'élargissement de sa gamme de produits, Wang a également modifié son approche commerciale, mettant en place un réseau de revendeurs, des sociétés de services, pour renforcer son réseau de vente

(1) Sans toutefois que l'ordinateur puisse passer d'un mode à l'autre. Il enregistre la voix et peut la transmettre mais ne « comprend » pas, autrement dit est incapable d'en faire un texte, exercice de « reconnaissance vocale » pour lequel beaucoup de recherches sont en cours mais n'ont pas encore abouti de façon satisfaisante.

ANNE KAHN.

Les bijoutiers détaillants relèvent le défi des grandes surfaces

Inquiets de l'entrée en force des grandes surfaces dans leur sphère d'activité, les HBJO (horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres) organisent leur défense. Le groupe Flaman, premier fabricant français d'articles de bijouterie en or (15% du marché) avec 420 millions de francs de chiffre d'affaires, a pris l'initiative de donner à la profession l'identité qui lui manquait encore pour faire front.

Il va lancer, fin novembre, une enseigne « Les Nouveaux Bijoutiers », dont l'exploitation sera confiée à un groupement d'intérêt économique dénommé Expansion. But de la manœuvre : favoriser par l'enseigne, à l'instar de la carotte du buraliste et de la croix verte du pharmacien, la reconnaissance du lieu de vente des articles de bijouterie.

L'opération est aussi destinée à fournir au HBJO, grâce à la récente mise en place d'une structure professionnelle (le Club de l'écrin), point de passage obligé pour adhérer à la nouvelle enseigne, les moyens d'étude, de réflexion et d'initiative, qui demanderaient des investissements hors de portée des détaillants isolés.

A son démarrage, la nouvelle enseigne regroupera 280 bijoutiers et 300 points de vente représentant un chiffre d'affaires évalué à 600 millions de francs, soit 10% des ventes de la profession (6 milliards de francs attendus pour 1988).

M. Gérard Lapostolle, directeur commercial général du groupe Flaman, pense que dès 1989 Les Nouveaux Bijoutiers regrouperont au moins 450 membres (1 000 pour le Club de l'écrin qui en compte 250 pour l'instant).

Question de survie. Si le luxe se vend bien, depuis plusieurs années, le marché français de la bijouterie est pourtant en crise. La faute en incombe aux importations en très

forte augmentation (+45% en 1986, première année de « boom »). Mais les grandes surfaces ne sont pas innocentes. Par leur canal, les ventes de bijoux en or se sont développées en flèche. La concurrence s'est en effet ruée dans la brèche ouverte par Leclerc. Une nouvelle clientèle à revenus modestes a été accrochée et en un an un marché entièrement nouveau est né, qui représente désormais 13% du chiffre d'affaires de la bijouterie.

Une véritable charte d'or

Les professionnels ne pouvaient rester les bras croisés devant le phénomène avec, en plus, la perspective des problèmes énormes que l'arrivée des bijoux en or à bas titres (9 à 14 carats) va poser quand, le 1^{er} janvier 1993, le grand marché européen ouvrira ses portes.

En créant cette nouvelle enseigne, le groupe Flaman veut donc à la fois reléver le défi lancé par les grandes surfaces et préparer le terrain en vue de la libre circulation des marchandises dans la CEE.

La clientèle doit y trouver son compte avec l'établissement d'une véritable charte d'or des bijouteries (qualité, garantie commune, crédit Cetelem, assurance des bijoux à l'achat, vérification et nettoyage gratuits), mais aussi avec la mise en place d'un service du type Interflora, toujours personnalisé, chaque détaillant conservant son individualité.

Leclerc a démocratisé les bijoux. En suivant un mouvement devenu irrésistible, les professionnels entendent redorer leur image de marque passablement vieillie en replaçant les cloisons de marchés que les ventes à grand débit avaient bousculées.

ANDRÉ DESSOT.

SCIENCES-PO FORMATION
organise un séminaire de 8 jours sur

**DYNAMIQUE SOCIALE ET ENTREPRISES
QUELLE POLITIQUE SOCIALE AUJOURD'HUI ?**

Sous la direction de Bernard BRUNHES

avec les concours de :
C. THELOT, R. CESSIEUX, D. TADDEI, M. PEPIN, J.-M. PECHENART, G. JOHANNET, D. COUDREAU, A. RAMOFF, J.-M. LUTRINGER, J. MERAUD, M. LEBOLAIRE, J. KASPAR, J. DEGIMBE, Y. GATTAZ

Questions abordées : L'emploi, le temps de travail, la conduite du changement, la protection sociale, la formation, la rémunération, le syndicalisme, l'espace social européen.

4 séquences de 2 jours destinées aux
DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES :
8 - 9 décembre 1988 10 - 11 janvier 1989
7 - 8 février 1989 7 - 8 mars 1989

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de Formation Continue - 215, Bd St-Germain - 75007 Paris
Tél : 45.49.50.97 - 45.49.50.99


LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LEMONDE

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET




Polo
Or 18 carats.
Quatre étanches.
Changement de fuseau horaire instantané.

Aldebert

Paris : 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, fg Saint-Honoré
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

Cannes : 18, La Croisette
Monte-Carlo : 3, av. des Beaux-Arts



**SACHANT QUE VOUS TRAVAILLEZ 11 MOIS SUR 12,
NOUS FAISONS EN SORTE
QUE VOUS NE VOUS ATTARDIEZ PAS EN NOTRE COMPAGNIE.**

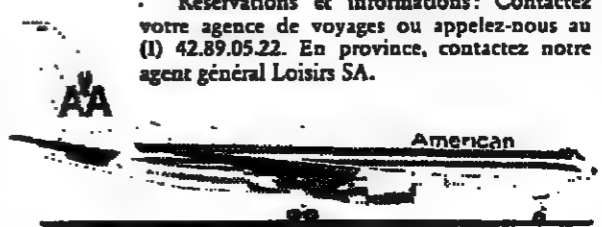
Si American Airlines propose un vol quotidien et sans escale de Paris-Orly vers Raleigh / Durham, c'est pour vous permettre de gagner le soleil de Floride plus facilement et plus rapidement que vous ne l'avez jamais fait.

Parmi les 34 destinations que nous desservons dans le Sud-Est des États-Unis avec notre partenaire régional American Eagle, nous relient chaque jour, à partir

de Raleigh / Durham, 11 villes de Floride dont Orlando, le fief de Disneyworld.

Alors, si vous allez en Floride, passez par Raleigh / Durham.

Réervations et informations : Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisirs SA.



American Airlines

Économie

SOCIAL

La succession de M. Bergeron à FO Le débat s'envenime entre les partisans des deux candidats

La bataille interne pour la succession de M. André Bergeron à la tête de FO vire à l'affrontement. Elle amène les partisans des deux candidats déclarés, M. Marc Blondel et M. Claude Pitous, tous deux membres du bureau confédéral, à recourir à des procédés très inhabituels (Le Monde du 30 septembre).

Six membres du bureau confédéral (sur douze) viennent de rendre public un texte de soutien à M. Pitous, qui bénéficie déjà de l'appui officieux de M. Bergeron. Le dimanche 6 novembre, M. Blondel a répliqué en adressant une lettre de cinq pages aux unions départementales (UD), fédérations ainsi qu'aux membres de la commission exécutive et du bureau. Mais, lundi, lors d'une commission exécutive très animée, ses amis ont renoncé à demander la convocation d'un comité confédéral extraordinaire avant le congrès du 31 janvier 1989. A l'issue duquel sera élu le successeur...

D'emblée, le texte des « six » (MM. Maurice Derlin, Jean-Louis Duffaud, Jean Doria, Antoine Faesch, Marcel Lalonde, Bernard Mourgas) affirme que la communauté de l'organisation « passe par le maintien des grandes orientations de toujours de Force ouvrière » : indépendance, « attachement au réformisme, à la pratique contractuelle, aux conventions collectives et à la construction de l'Europe », défense de la protection sociale collective et des droits des salariés... Il s'agit pour eux de « l'héritage » légué par M. Bergeron. « Cet héritage », écrit-il, « ne pourra être préservé que par le rassemblement d'un maximum de camarades autour de ces valeurs et par la volonté nettement affirmée de faire face à l'évolution d'une société en pleine mutation ».

« Autour de Claude Pitous, [les six se déclarent] prêts à organiser, dans le strict respect des statuts de la confédération et sans exclusive, les conditions de ce rassemblement, seul de nature à assurer l'avenir de la CGT-FO dans le maintien de ses équilibres internes, facteur de son unité ». Ce texte, qui constitue une première dans l'histoire de FO, a recueilli le soutien de quatorze fédérations sur trente-quatre (1) et de soixante-dix UD sur cent trois. Des appuis qui, s'ils se confirment, assureraient l'élection de M. Pitous le 4 février 1989...

M. Pitous : « Cela est inadmissible, nous ne sommes pas à la CFDT ni à la CGT pour agir de la sorte et imposer du sommet des décisions qui engagent toute l'organisation ». M. Blondel fait également état d'une initiative visant à réunir des secrétaires d'UD « afin de faire pression sur le secrétaire général et de recueillir des engagements sur une candidature unique, bien entendu celle de Claude Pitous ». « Ces initiatives, affirme-t-il, risquent de briser notre confédération et le travail effectué par tous les militants depuis 1947. (...) Nous ne laisserons pas faire cela ! (...) Ma candidature doit être interprétée comme la volonté manifeste de maintenir la CGT-FO sur les bases qui ont justifié sa création et son développement ».

M. Blondel tente ensuite de centrer le débat sur les orientations de FO : « La pratique du contrat collectif et le droit de négociation doivent rester l'instrument privilégié de notre action. Les acquis collectifs et individuels des travailleurs ne seront consolidés que si le syndicalisme sait préserver sa capacité de contestation et d'action ; la revendication ne saurait s'effacer au profit de démarches participatives et d'intégration ».

Autre pierre de M. Blondel à destination de M. Pitous : « Le réformisme, dont personne ne détient le monopole, ne saurait signifier l'acceptation négociée des reculs sociaux ». Allant plus loin, il assure qu'il s'opposera « à toute tentative d'OPA sur l'organisation ». Faisant allusion à de récents propos de M. Maire, il met en garde contre les risques de « recombinaison syndicale » [qui] « peuvent trouver des partisans dans nos rangs ». Il demande enfin que « la démocratie interne soit respectée ».

A ses yeux, cela passe par « la possibilité de contrôler » de l'élection du secrétaire général... par les candidats, les UD et les fédérations. « Attendu au secret du vote », répliquent les amis de M. Pitous, M. Blondel veut « maintenir l'unité de l'organisation », son rival aussi. Mais le polémiste a attendu un tel degré que les morosaux seront difficiles à recoller.

(1) Officiellement, FO ne compte que vingt-huit fédérations, mais, certaines regroupant plusieurs secteurs d'activité, elles sont comptabilisées pour trente-quatre.

EN BREF

● Un nouveau commissaire adjoint au Plan. — M. Jean-Baptiste de Foucauld a été nommé commissaire adjoint au Plan par un décret du président de la République. M. de Foucauld, quarante-cinq ans, inspecteur des finances, a notamment été conseiller technique de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, entre octobre 1982 et juillet 1984.

1280 francs. M. Gérard Delage, directeur général de la Poëta, nous précise que « la somme en question correspond en réalité à un montant d'heures supplémentaires liées à la reprise de l'activité du centre ; elle doit permettre à chaque agent, et de façon exceptionnelle, de compenser le surcoût de travail auquel il sera indispensable de faire face ». M. Delage ajoute qu'il a été tenu compte pour le calcul de cette somme, qui sera répartie d'ici la fin décembre 1989, de la croissance de trafic attendue au centre de tri de Lille-Leszennes dans le courant de l'année prochaine.



Madame, Monsieur, Laissons parler les chiffres.

Le résultat net consolidé de Paribas, après déduction des intérêts minoritaires, s'établit à 1,4 milliard de francs pour le premier semestre 1988. Il est en progression de 44 % par rapport au premier semestre 1987.

Au 30 juin 1988, la valeur estimative de l'action Paribas (hors fonds de commerce) s'élevait à 520 francs, après déduction des intérêts minoritaires et sans tenir compte du résultat par action du premier semestre (26 francs).

Au 30 septembre, sur les mêmes bases, la valeur estimative de Paribas était de 540 francs par titre.

Madame, Monsieur,

Les résultats de l'ensemble de l'année 1988 ne peuvent être totalement extrapolés des résultats du premier semestre.

Toutefois, on peut estimer que le résultat net consolidé de Paribas devrait enregistrer en 1988 une progression très sensible — de l'ordre de 40 % — par rapport au résultat net de l'année précédente (1,7 milliard de francs) dont la croissance avait été entravée par la crise boursière.

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin 75002 PARIS, (1) 42.98.17.88

UN PRÊT LOGEMENT ?



AVEC LE CRÉDIT AGRICOLE, DEVENEZ PROPRIÉTAIRE.

Chaque mois, votre loyer constitue l'un des postes les plus lourds de votre budget; et pourtant, dans 2, 3 ou 5 ans, de cette dépense il ne restera plus rien.

Alors au Crédit Agricole, nous vous proposons de devenir propriétaire. Vous vous constituerez un solide patrimoine dont la valeur ne cessera d'augmenter.

Premier financier de l'immobilier pour les particuliers, notre expérience vous garantit les choix de financement les plus justes et les mieux adaptés à votre situation.

Par exemple, savez-vous que l'achat de votre résidence principale peut vous donner droit à des prêts à taux avantageux, ainsi qu'à des déductions fiscales intéressantes?

Pour vous décider tout à fait, venez demander un diagnostic habitat à nos conseillers: chiffres en main, loyers contre remboursements, ils savent faire parler le bon sens.



Le bon sens en action

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le président de Valeo, Noël Goutard, a annoncé le 7 novembre que Valeo ne présentera pas de surenchère à l'offre publique d'achat de Gefina sur le capital d'Épéca Bertrand Faure, à partir du moment où cette dernière devient irrévocable.

Cette position découle de la présence de PSA au capital de Gefina et des souhaits exprimés par les constructeurs français. Valeo réalise 50 % de son chiffre d'affaires avec ceux-ci.



Cession de bloc de contrôle — Maintien du cours de l'action en Bourse

La cotation des actions Cegep sur le second marché de la Bourse de Paris, suspendue depuis le 22 août 1988, a repris le 24 octobre 1988.

A la suite de la cession par la Compagnie La Hélin de sa participation de 58,68 % dans la société, l'acquéreur principal des titres, la société Genorope Holding BV, se porte acheteur de toutes les actions Cegep se présentant sur le marché, au prix unitaire de 220 F. L'engagement de maintenir à 220 F le cours de l'action a été pris pour les quinze séances de Bourse suivant la transaction; cet engagement s'étend, en conséquence, du 25 octobre 1988 au 17 novembre 1988 inclus.

COMPAGNIE DE GESTION FINANCIÈRE

La Compagnie de gestion financière — CGF — spécialisée dans la gestion de valeurs du Trésor, a dégagé pour son premier exercice clos au 31 août 1988 (période du 1^{er} octobre 1986 au 31 août 1988) un bénéfice de 62 733 562 francs. Le résultat est affecté en compte de report à nouveau.

D'ores et déjà, les premiers résultats du nouvel exercice permettent d'envisager un résultat analogue.



Paiement de la seconde moitié du prix d'acquisition des actions de la Compagnie Financière de Suez et attribution d'actions gratuites

1. — Paiement fractionné

Il est rappelé aux actionnaires de la Compagnie Financière de Suez, dont les actions ont été acquises dans le cadre de l'offre publique de vente lancée le 5 octobre 1987, qu'ils ont à régler à l'Etat, au plus tard le 18 novembre 1988, la seconde moitié du prix d'acquisition, soit 158,50 F par action. Ce versement sera effectué automatiquement par le débit de leur compte chez l'intermédiaire qui comptabilise leurs titres. Les titres d'emprunt d'Etat au passif ne seront pas acceptés en paiement de ce règlement.

Il en sera de même pour les salariés et anciens salariés du groupe Suez, qui devront payer :

● la seconde moitié du prix des actions acquises avec un rabais de 5 %, soit 150,58 F par action.

● les 45 % du prix des actions acquises avec un rabais de 20 %, soit 114,12 F par action.

2. — Attribution d'actions gratuites

L'Etat attribuera aux salariés et anciens salariés ayant acquis des actions dans le cadre de l'offre de vente aux salariés une action gratuite pour une action possédée, et dans la limite de seize actions gratuites.

Il est rappelé également que les personnes physiques pourront bénéficier d'une action gratuite pour dix actions acquises lors de l'offre publique de vente de novembre 1987, dans la limite de cinq actions gratuites, à raison des actions qu'elles auront conservées à la date du 19 mai 1989.

Pour toute information complémentaire, consultez votre minitel 36-15 SUEZ ou adressez-vous à Suez Actionnaires, 1, rue d'Astorg, 75008 Paris, tél. : 40-06-64-00.



Pour la première année, les résultats au 30 juin 1988 sont présentés consolidés. Ces résultats comprennent ceux des sociétés anonymes d'assurance française ainsi que des sociétés étrangères qui dépendent de Drouot Assurances (Vic Nouvelle, Pyréennes Assurances, Prémios Vie, AXA International).

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation :

en millions de francs	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 87 12 mois
Chiffre d'affaires consolidé	9 813,4	17 006
Résultat consolidé	633,6	1 051
Dont part du Groupe	434,2	715

L'activité du 1^{er} semestre 1988 s'est déroulée conformément aux prévisions et permet d'envisager pour 1988 une progression de 8 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le résultat de l'ensemble consolidé tient compte pour une partie de la reprise de provisions pour dépréciation du portefeuille titres constituées au 31.12.87.

Informations Minitel
complémentaires 36.16 AXA

Économie

AFFAIRES

Après la reprise du constructeur aéronautique MBB par Daimler-Benz

Les Etats-Unis dénoncent les garanties de change accordées à Airbus

Après des années de valse-hésitation, les Allemands de l'Ouest sont décidés à mener à bien la restructuration de leur industrie aéronautique en créant autour de Daimler-Benz le deuxième groupe européen aéronautique, derrière le britannique British Aerospace et devant le français Aérospatiale.

Pour constituer ce colosse pesant 80 milliards de marks (270 milliards de francs) de chiffre d'affaires annuel, Daimler-Benz, qui s'est

développé dans l'automobile, devait accepter, ce mercredi 9 novembre, le montage proposé par le gouvernement de Bonn.

Dans un premier temps, Daimler-Benz souscrit pour 2,7 milliards de francs à l'augmentation de 30 % du capital de Messerschmitt Boelkow Blohm (MBB), qui détient 100 % de Deutsche Airbus, partenaire à 37,9 % du consortium Airbus Industrie.

En contrepartie, le gouvernement s'engageait à supporter, d'ici à fin 2000, jusqu'à concurrence de 4,3 milliards de marks (14,6 milliards de francs) les risques de change du programme Airbus chaque fois que le dollar descendrait au-dessous de 1,60 mark. Aujourd'hui, le taux est d'un dollar pour 1,80 mark.

On peut dire que le ministre de l'économie et des finances, M. Martin Bangemann, a « mis le paquet » pour arriver à ce résultat. L'accord que les sociaux-démocrates et certains libéraux attaquent comme une « socialisation des pertes et une privatisation des profits » s'ajoute aux 10,7 milliards de marks (35 milliards de francs) de pertes de Deutsche Airbus supportées par les fonds publics allemands. Pourquoi de telles largesses ?

MBB était difficilement gouvernable, produit de différentes fusions plus ou moins bien dirigées qui lui valaient une productivité médiocre. L'avionneur était d'autant moins opérationnel que ses actionnaires principaux sont trois Länder, trois régions, malhabiles à décider dans la compétition aéronautique mondiale.

Bonn s'était donc décidé de longue date à le privatiser, mais il voulait en profiter pour constituer un groupe important capable d'affronter les échéances européennes avec une taille suffisante, (60 % du marché ouest-allemand de l'aérospatiale).

La solution Daimler-Benz a l'avantage d'associer MBB avec l'avionneur Dornier et le motoriste Motoren und Turbinen Union (MTU) déjà sous sa coupe. De

l'avion de combat Tornado au fuselage des Airbus en passant par les réacteurs et les moteurs à hélice, Daimler-Benz peut désormais s'associer au tour de table des grands de l'air et de l'espace avec un jeu de cartes quasiment complet.

Pour ses partenaires européens et pour le programme Airbus, la naissance de ce mastodonte est-il une chance ou un handicap ? Certains se réjouissent franchement de la privatisation de MBB, qui devrait devenir ainsi plus rapide dans les décisions comme dans l'ascension. D'autres, des Allemands notamment, estiment que cette évolution retirera un argument aux Américains qui accusent les Etats européens de confondre les caisses de leurs avions et les budgets des Etats.

Il y a pourtant dans l'accord entre Daimler-Benz et le gouvernement de Bonn deux facteurs qui risquent d'en obérer la bonne fin. Le premier tient à la garantie de change accordée au groupe pour les programmes Airbus. Celle-ci prête le flanc comme au groupe pour les programmes Airbus. Celle-ci prête le flanc comme au groupe pour les programmes Airbus.

« Particulièrement inacceptable »

M. Clayton Yeater, représentant spécial pour le commerce du président Reagan, n'a pas raté la cible lorsqu'il a déclaré, dès le 8 novembre, que la décision du gouvernement ouest-allemand était « particulièrement inacceptable ». M. Yeater a poursuivi : « Le risque des taux de change doit être supporté par ceux qui sont impliqués et non par les contribuables allemands (...). Les Etats-Unis n'ont pas répondu à la perte de compétitivité due à un dollar fort en investissant de nouvelles façons de subventionner les exportations américaines (...). Il est incongru et indéfendable pour la RFA, pays dégageant un excédent commercial très important, de subventionner un produit destiné à l'exportation. »

ALAIN FALLIAS.

Un rapprochement de l'auto et de l'avion plus financier qu'industriel

« Voiture... voie » : le jeu de « Pigeon vole » de notre enfance devra-t-il désormais élargir son inventaire à tout ce qui roule ? A voir l'évolution des constructeurs automobiles, on serait tenté de répondre par l'affirmative. Derniers en date, l'entrée de Daimler-Benz, plus connu sous le nom de marque Mercedes, dans le capital de l'avionneur Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB), vient en effet allonger la liste des groupes qui ont marié automobile et aéronautique : le suédois Saab, l'italien Fiat, les américains General Motors, Ford et Chrysler...

Dans le passé déjà - Saab en est le meilleur exemple - il y a eu complémentarité entre les deux secteurs. Nombre d'ingénieurs ont eu des parcours dans les projets aéronautiques pendant la guerre ont cherché à rentabiliser leurs études une fois le paix revenue. Souvent aussi le lien s'est fait par les moteurs, utilisés dans les premiers avions comme dans les premiers véhicules comme pour Hispano-Suiza ou De Dion-Bouton. Aujourd'hui encore, Volvo fournit des moteurs à l'aviation en même temps qu'à l'ensemble des véhicules.

Il n'est pas surprenant que ces complémentarités entre les deux activités ? Oui, répondent ceux qui assurent les deux. Les recherches, les procédés techniques ou les produits mis au point dans l'aéronautique, secteur de pointe, sont utilisables dans l'automobile, même si toutes ne sont pas économiquement rentables dans l'immédiat. Ainsi la conception assistée par ordinateur utilisée pour le dessin des avions s'est-elle étendue à celle des véhicules. L'électronique ou les matériaux développés pour les premiers avions sont également utilisés par les seconds.

« Logique » industrielle

Si une telle complémentarité peut jouer à plein dans les groupes qui l'ont pratiquée dès l'origine - comme Saab - elle semble cependant plus difficile à mettre en œuvre lorsqu'il s'agit d'acquisitions récentes. L'exemple du rachat de Hughes Aircraft par General Motors tendrait à le prouver. Et nombre d'observateurs affirment que le géant américain de Detroit aurait pu tout aussi efficacement investir dans la recherche-développement les milliards de dollars qu'il a consacrés à cette acquisition.

Aussi la « logique » industrielle n'est-elle pas forcément la motivation principale de ceux qui se diversifient de la voiture vers l'avion, ou vice-versa, comme l'a illustré le rachat de Rover par le constructeur aéronautique British Aerospace. En l'occurrence, la réaction nationale, sinon nationaliste, a été primordiale, face aux propositions faites notamment par les américains General Motors ou Ford.

Dans le cas de Daimler-Benz, l'élément national a également indéniablement joué. Les pouvoirs publics ouest-allemands ont de toute évidence confié au premier groupe industriel privé du pays une mission qu'en France l'Etat prendrait en charge. D'ailleurs que le constructeur de Stuttgart en a largement les moyens. Les bénéfices engrangés grâce aux ventes de ses Mercedes ne sauraient trouver leur seul débouché dans le secteur automobile où Daimler-Benz fait partie des constructeurs très spécialisés et donc à la production forcément limitée.

CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALORG & PARNASSE-VALORG

SICAV du Groupe des Banques Populaires

Les Conseils d'Administration des SICAV VALORG et PARNASSE-VALORG ont estimé, au cours de leur séance du 7 novembre 1988, qu'il était de l'intérêt des deux Sociétés de réunir leurs moyens pour optimiser la gestion des actifs qui leur sont confiés. Dans cette perspective, la fusion des SICAV VALORG et PARNASSE-VALORG sera proposée à leurs actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de chacune de ces Sociétés convoquée prochainement à cet effet.

Cette opération sera réalisée sous la forme d'une absorption de PARNASSE-VALORG par VALORG, les actionnaires de PARNASSE-VALORG recevant en échange de leurs titres des actions de VALORG. Ces deux SICAV créées à l'initiative de la CASDEN - BANQUE POPULAIRE, et diffusées par le Groupe des BANQUES POPULAIRES, ont toutes deux pour objectif d'offrir aux épargnants et aux institutions relevant notamment du secteur de l'Éducation Nationale, un placement présentant de bonnes perspectives de plus-values, disponible à tout moment et comportant de faibles risques de fluctuations du capital. A ce titre, les SICAV appelées à fusionner relèvent toutes deux de la catégorie des SICAV de court terme, régulières.

FUSION DES DEUX SICAV

BANQUE POPULAIRE

Pour demander d'arrêter la guerre contre l'enfant à naître, qui s'amplifie avec les armes chimiques destinées aux peuples sous-développés,

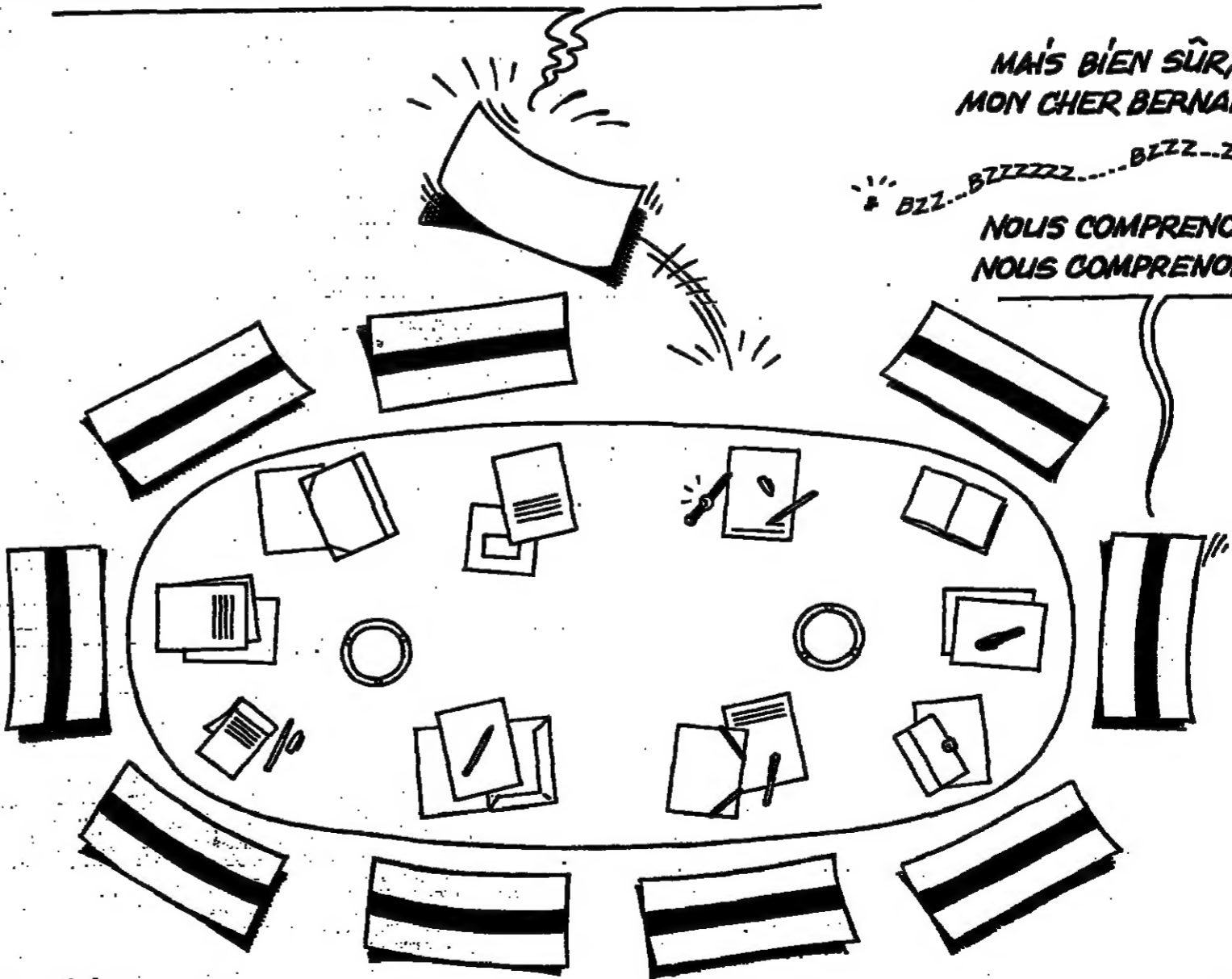
HISSEZ LE DRAPEAU BLANC DE L'ARMISTICE

Le 11 novembre 1988 à 11 heures une cérémonie aura lieu sur le Parvis des Droits de l'Homme, Place du Trocadéro.

VENEZ NOMBREUX POUR TÉMOIGNER DANS LE SILENCE ET LE RECUEILLEMENT.

Comité pour sauver l'enfant à naître. B.P. 5. 94121 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX. Tél. 43.44.99.22

EXCUSEZ-MOI, JE DOIS REMETTRE UNE PIÈCE DANS LE PARCMÈTRE...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

RATP

Marchés financiers

M. Bernard Auberger a été démis de ses fonctions à la tête du Crédit agricole

Après délibération du conseil d'administration... Le conseil d'administration de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) a décidé, dans l'après-midi du 8 novembre, de mettre fin aux fonctions de M. Bernard Auberger, qui avait été nommé après les législatives du printemps 1986 directeur général.

M. Auberger a réalisé des choses intéressantes et intelligentes... M. Barsalon a commenté M. Barsalon, en soulignant qu'il avait pris acte des bons résultats de la Caisse nationale au premier semestre 1988.

En clair, on reproche à M. Auberger de n'avoir pas su transformer la culture du Crédit agricole, lourde de son passé dans le giron de l'Etat, en culture d'entreprise privée... M. Barsalon a simplement indiqué que cinq à six candidats s'étaient manifestés, dont un « à l'extérieur », l'actuel secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA).

Atcochem et Orkem rachètent Sartomer... Les groupes Atcochem (Elf) et Orkem (chimie d'Etat) ont uni leurs efforts pour franchir l'Atlantique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A. Chargeurs SA et les actionnaires du groupe Hart sont parvenus à un accord aux termes duquel Chargeurs SA va, dès l'obtention de l'accord des autorités compétentes, se porter acquéreur de la société allemande Preussag.

PENARROYA Le 7 novembre 1988 s'est réunie l'assemblée générale mixte des actionnaires de la société minière et métallurgique de Penarroya, sous la présidence de M. Jean-Pierre Rodier, président-directeur général de la société.



A la suite d'informations parues dans la presse, le président d'Elf Gabon tient à préciser que le détaché en poste par la société au cours du premier semestre 1988, dont il a été rendu compte dans « la lettre d'information aux actionnaires d'Elf Gabon d'octobre 1988 », est de nature conjoncturelle.

NEW-YORK, 8 novembre = Plus résistant

Déprimée en début de semaine par la crainte d'une victoire de Michael Dukakis à l'élection présidentielle, la Bourse new-yorkaise a, mardi, un peu repris ses esprits.

Selon les professionnels, les derniers sondages sur l'avance du candidat républicain ont rassuré les investisseurs.

Table with 3 columns: VALEURS, Cours de la veille, Cours du 8 nov. Lists various stocks and their price movements.

PARIS, 9 novembre = Hésitant

Valse-hésitante marquée au Palais Brongniart, qui s'est traduite par une évolution incertaine de l'indice aux environs de 270.

Les privilégiés tentaient une fois encore de dynamiser la cote. A commencer par le CCF.

Table with 3 columns: VALEURS, Cours de la veille, Cours du 9 nov. Lists various stocks and their price movements.

LONDRES, 8 novembre ↑ Embellie

Embellie, mardi, à la Bourse. Le marché s'est repris par rapport à la séance maussade de la veille.

Table with 3 columns: VALEURS, Cours du 8 nov., Cours du 9 nov. Lists various stocks and their price movements.

TOKYO, 9 novembre ↑ Raffermissement

La victoire du candidat républicain George Bush à l'élection présidentielle américaine a fait bonne impression à Tokyo.

Table with 3 columns: VALEURS, Cours du 9 nov., Cours du 8 nov. Lists various stocks and their price movements.

FAITS ET RÉSULTATS

Louis Vuitton reprend la maison de couture Givenchy. La société Louis Vuitton vient de prendre le contrôle de l'ensemble des sociétés dépendant de Givenchy Couture.

La Société générale de Belgique entame sa restructuration. La prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) par le groupe français Suez, commence à faire sentir ses premiers effets.

Les Chargeurs se renforcent dans le secteur de la transformation de la laine. Le groupe Chargeurs SA va racheter l'ensemble des sociétés de négoce et de première transformation de la laine appartenant au groupe international Hart.

M. Pascaud, directeur général de la Banque Franco-Allemande. M. Alain Pascaud, membre du directeur, vient d'être nommé directeur général de la Banque franco-allemande.

PARIS : Second marché (sélection)

Table with 6 columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des valeurs négociables le 8 novembre 1988

Table with 6 columns: VALEURS, PRIX exercice, OPTIONS D'ACHAT, OPTIONS DE VENTE. Lists various financial instruments and their prices.

MATIF

Table with 4 columns: COURS, DÉC. 88, MARS 89, JUIN 89. Lists various financial instruments and their prices.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Lists exchange rates and stock market indices.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with 6 columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Lists interbank market rates.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 10 columns: SE-11, DM, Franc, FF, L(1000), F. franc. Lists euro money rates for various currencies.

BOURSE DU

Cote des changes

Marchés financiers

BOURSE DU 9 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 53

Table of stock market prices for November 9, 1988. Includes sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant (élection)'.

Comptant (élection)

SICAV (élection)

8/11

Main section of stock market prices, categorized by 'Obligations', 'Actions', and 'Hors-cote'.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table containing exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

o: coupon détaché - o: offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

BULLETIN D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

